

MEMORIAL

**Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg**

**MEMORIAL**

**Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxembourg**

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 536**30 septembre 1997****SOMMAIRE**

ACM New-Alliance, Fonds Commun de Placement	page	25693	Kadlux S.A., Luxembourg	25718
AFL Luxembourg S.A., Luxembourg		25723	Ko-Ken Europe S.A., Luxembourg	25718
Australia / New Zeland Fund, Fonds Commun de Placement		25709	Lampion, S.à r.l., Luxembourg	25719
Banque Cogeba Gonet S.A., Senningerberg 25692,		25693	Linter S.A., Luxembourg	25719
Bellevue Promotion S.A. Holding, Luxembourg ..		25728	Localease S.A., Oberpallen	25708
Besthold S.A., Luxembourg		25724	Lophira S.A., Luxembourg	25720
(La) Blitte S.A., Luxembourg		25718	Lustan S.A., Luxembourg	25720
Brandenburg Finanz Holding AG, Bereldange ..		25727	Lutch Holding S.A., Luxembourg	25720
Cavecan S.A., Luxembourg		25724	Luximpresit S.A., Hesperange	25721
Chenonceau S.A., Luxembourg		25727	Lux Real Estate Holding S.A., Luxembourg	25719
Colbert Dollar Bond, Sicav, Luxembourg		25725	Magdafran S.A., Luxembourg	25721
Colbert EEC Bond, Sicav, Luxembourg		25726	Mamondo S.A.H., Luxembourg	25721
Eastwood S.A., Luxembourg		25725	Meccarillos Suisse S.A., Luxembourg	25721
Everfin Holding S.A., Luxembourg		25727	Meersel Holding S.A., Luxembourg	25722
Farina European Invest S.A., Luxembourg		25725	MG 3, Luxembourg	25723
Financière Montbery S.A., Luxembourg		25725	Monal S.A., Luxembourg	25723
First Benelux		25701	M.R.S. International S.A., Luxembourg	25722
Fransa Holding S.A., Luxembourg		25691	News Holding S.A., Luxembourg	25723
Fundus Holding S.A., Luxembourg		25727	Parc-Immo Gestion, S.à r.l., Differdange	25723
GD Lux S.A., Luxembourg		25691	Piebon S.A.	25721
G.E. Credit Corporation S.A., Luxembourg		25722	(La) Poya S.A.	25719
Geso S.A., Luxembourg		25690	Prarose Holding S.A., Luxembourg	25728
Golden Wheel S.A., Luxembourg		25724	Project Fund, Sicav, Luxembourg	25726
Goodwill H. Holding S.A., Luxembourg		25691	Seimoura Finance S.A., Luxembourg	25728
GT Euro-Stabil Asset Management Company S.A., Luxembourg		25692	Tectum Fonds Selection, Fonds Commun de Placement	25702
Guarantee General Holdings S.A., Luxembourg ..		25692	(La) Trattoria dei Quattro, Luxembourg 25718,	25719
Hawk Finance S.A., Luxembourg		25691	Ventimor S.A., Luxembourg	25682
Helena S.A., Luxembourg		25690	Welsford International Holding S.A., Luxembourg	25726
			Werasp S.A., Luxembourg	25686

VENTIMOR S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 11, boulevard du Prince Henri.

STATUTS

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-sept, le neuf juin.

Par-devant Maître Jacques Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg-Ville.

Ont comparu:

1) MESINVEST S.A., domiciliée au 11, rue Aldringen, L-2960 Luxembourg, représentée par THIBAUT MANAGEMENT SERVICES S.A. en vertu d'une procuration donnée sous seing privé et qui restera annexée au présent acte; THIBAUT MANAGEMENT SERVICES S.A. étant représentée par deux de ses administrateurs: Mr J.P. Warren, demeurant à Luxembourg, et, Mlle C.A.M. Peuteman, demeurant en Belgique;

2) VICTORIA MANAGEMENT SERVICES S.A., domiciliée au 11, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, représentée par deux de ses administrateurs: Mr J.P. Warren demeurant au Luxembourg et Mlle C.A.M. Peuteman demeurant en Belgique.

Lesquels comparants ont arrêté tel qu'il suit les statuts d'une société qu'ils déclarent constituer entre eux:

Titre I^{er}.- Forme, Dénomination, Siège, Objet, Durée

Art. 1^{er}. Forme, Dénomination. Il est formé par les présentes entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées, une société sous forme de société anonyme qui sera régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg et par les présents statuts.

La société adopte la dénomination sociale VENTIMOR S.A.

Art. 2. Siège social. Le siège social est établi dans la ville de Luxembourg.

Il peut être transféré dans tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une décision du conseil d'administration.

Au cas où le conseil d'administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et l'étranger, se produiront ou seront imminents, il pourra transférer temporairement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire de siège, restera luxembourgeoise.

Art. 3. Objet. La société a pour objet la prise d'intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

Elle peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La société peut emprunter et accorder aux sociétés dans lesquelles elle participe ou auxquelles elle s'intéresse directement ou indirectement tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société pourra faire en outre toutes opérations commerciales, industrielles et financières, tant mobilières qu'immobilières qui peuvent lui paraître utiles dans l'accomplissement de son objet.

Art. 4. Durée. La société est constituée pour une durée illimitée.

Titre II.- Capital, Actions

Art. 5. Capital social. Le capital social de la société est fixé à 1.250.000,- (un million deux cent cinquante mille) francs luxembourgeois, divisé en 1 (une) action de la catégorie A d'une valeur nominale de 10.000 (dix mille) francs luxembourgeois, et, 124 (cent vingt-quatre) actions de la catégorie B d'une valeur nominale de 10.000 (dix mille) francs luxembourgeois chacune. Toutes les actions sont entièrement libérées. Les actions de la catégorie B sont rachetables selon les dispositions de l'article 49-8 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

La société a le pouvoir d'acquérir ses propres actions de catégorie B souscrites et entièrement libérées dans les conditions indiquées par l'article 49-8 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, étant entendu que cette acquisition ne pourra être faite qu'au moyen de sommes distribuables ou du produit d'une nouvelle émission effectuée en vu de ce rachat.

Les actions rachetées par la société n'ont aucun droit de vote ni le droit à la distribution d'un dividende ou du produit de liquidation.

Le prix de rachat des actions rachetables sera calculé sur base de l'actif social net conformément aux règles décrites ci-après.

Le prix auquel seront rachetées les actions que la société se propose de racheter en application de l'article 49-8 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales sera égal à la valeur nette par action déterminée par le Conseil d'Administration à la date d'évaluation qui sera le jour de la prise de décision du Conseil d'Administration de procéder au rachat d'actions selon les modalités fixées ci-après.

La valeur de rachat des actions de la société s'exprimera par un chiffre par action et sera déterminée à la date d'évaluation en divisant les avoirs nets de la société constitués par ses avoirs diminués de ses engagements à la fermeture des bureaux à ce jour, par le nombre total des actions de la société en circulation lors de cette fermeture des bureaux. Les règles d'évaluation des avoirs et des engagements seront conformes aux principes de comptabilité généralement acceptés.

En l'absence de mauvaise foi, négligence grave ou d'erreur manifeste, toute décision prise lors du calcul de la valeur de rachat par le Conseil d'Administration sera définitive et liera la société ainsi que les actionnaires présents, passés ou futurs.

Le Conseil d'Administration est autorisé à augmenter le capital social initial à concurrence de quatre-vingt-dix millions de francs luxembourgeois (LUF 90.000.000,-), pour le porter de son montant actuel d'un million deux cent cinquante milles francs luxembourgeois (LUF 1.250.000,-) au montant de quatre-vingt-onze millions deux cent cinquante mille francs luxembourgeois (LUF 91.250.000,-), le cas échéant par l'émission de 9.000 (neuf mille) actions d'une valeur nominale de 10.000 (dix mille) francs luxembourgeois chacune, soit de catégorie A, soit de catégorie B, au choix du Conseil d'Administration, jouissant des mêmes droits que les actions existantes. En conséquence, le Conseil d'Administration est autorisé à réaliser cette augmentation de capital, spécialement à émettre les actions nouvelles éventuelles, en une ou plusieurs fois et par tranches, à fixer l'époque et le lieu de l'émission intégrale ou des émissions partielles éventuelles, à déterminer les conditions de souscription et de libération, à faire appel, le cas échéant, à de nouveaux actionnaires, enfin à arrêter toutes autres modalités d'exécution se révélant nécessaires ou utiles et même non spécialement prévues par la présente résolution, à faire constater en la forme requise les souscriptions des actions nouvelles, la libération et les augmentations effectives de capital et enfin, à mettre les statuts en concordance avec les modifications dérivant de l'augmentation de capital réalisée et dûment constatée, le tout conformément à la loi modifiée du 10 août 1915, notamment avec la condition que l'autorisation ci-dessus doit être renouvelée tous les cinq ans.

Art. 6. Forme des actions. Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception des actions pour lesquelles la loi prévoit la forme nominative.

La société a le droit d'émettre des certificats à actions multiples.

Art. 7. Transfert des actions. Toute cession projetée et toute transmission d'actions pour cause de mort à un non actionnaire autre qu'un descendant en ligne directe est, pour être opposable à la société, soumise à un droit de préemption de la part des autres actionnaires. A cet effet, le cédant en cas de cession entre vifs, devra en faire la déclaration dans les trente jours au siège de la société par lettre recommandée en indiquant l'identité du légataire, ayants droit ou cessionnaire ensemble avec toutes les autres conditions de la cession projetée.

Le Conseil d'Administration doit avertir les autres actionnaires dans le délai de trente jours à partir de la réception de la déclaration du droit de préemption leur réservé. Tout actionnaire aura pendant un délai de trente jours le droit de manifester sa volonté d'acquérir au prix unitaire déterminé projeté ou en cas de désaccord à ce sujet au prix tel que déterminé au dernier alinéa du présent article, tout ou partie des actions offertes par une communication écrite au Conseil d'Administration. Si plusieurs ou tous les actionnaires entendent faire usage du droit de préemption, la répartition des actions à acquérir se fera en proportion des actions qu'ils possèdent, le Conseil avisant équitablement en cas de rompus.

Après l'expiration d'un délai de soixante jours à compter de la déclaration au siège social de la part du cédant en cas de cession entre vifs ou de la part de l'héritier, légataire ou ayant droit, en cas de transmission autre qu'entre vifs, la cession ou transmission concernant les titres pour lesquels un droit de préemption n'aurait pas été exercé, est définitivement opposable, à condition d'intervenir dans les trente jours depuis l'expiration du délai de soixante jours au cessionnaire désigné suivant les conditions indiquées initialement au Conseil.

Le prix d'une action pour les besoins ci-avant visés sera établi, à défaut d'acceptation de celui proposé par le déclarant ou à défaut d'arrangement amiable sur base de la valeur comptable établie, d'après la valeur qui se dégage de la situation comptable la plus récente réajustée en ce qui concerne les titres en portefeuille à la vraie valeur marchande.

Titre III.- Conseil d'administration, Surveillance

Art. 8. Conseil d'administration. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs seront nommés par l'assemblée générale des actionnaires, qui déterminera leur nombre, pour une durée qui ne peut pas dépasser 6 ans, et ils resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus. Ils sont rééligibles et ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale, avec ou sans motif.

En cas de vacance d'une ou plusieurs places d'administrateurs pour cause de décès, démission ou toute autre cause, il sera pourvu à leur remplacement conformément aux dispositions de la loi.

Art. 9. Réunions du conseil d'administration. Le conseil d'administration choisira parmi ses membres un président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président. Une réunion du conseil doit être convoquée si deux administrateurs le demandent.

Le président présidera toutes les assemblées générales et toutes les réunions du conseil d'administration, mais en son absence l'assemblée générale ou le conseil d'administration désignera à la majorité un autre administrateur pour présider la réunion.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné par lettre, par télécopie ou par télex à tous les administrateurs au moins 48 heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. La convocation indiquera le lieu de la réunion et en contiendra l'ordre du jour. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment par écrit, par câble, par télégramme ou par télex de chaque administrateur. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour les réunions se tenant à une date et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter aux réunions du conseil d'administration en désignant par écrit, par câble, par télégramme ou par télex, un autre administrateur comme mandataire.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité des administrateurs est présente ou représentée.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés lors de la réunion.

En cas d'urgence une décision écrite signée par la majorité des administrateurs est régulière et valable comme si elle avait été adoptée à une réunion du conseil d'administration, dûment convoquée et tenue. Une telle décision pourra être documentée par un seul écrit ou par plusieurs écrits séparés ayant le même contenu, signés chacun par un ou plusieurs administrateurs.

Toute décision prise par une majorité des administrateurs qu'il y a urgence est concluante et obligatoire.

Art. 10. Procès-verbaux des réunions du conseil d'administration. Les procès-verbaux de toute réunion du conseil d'administration seront signés par le président de la réunion et par un autre administrateur. Les procurations resteront annexées aux procès-verbaux.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux, destinés à servir en justice ou ailleurs, seront signés par le président du conseil d'administration.

Art. 11. Pouvoirs du conseil d'administration. Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus larges pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social. Tous les pouvoirs qui ne sont pas réservés expressément à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts sont de la compétence du conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut décider de constituer un ou plusieurs comités dont les membres seront administrateurs ou non. En pareille hypothèse, le conseil d'administration devra nommer les membres de ce(s) comité(s) et déterminer leurs pouvoirs.

Art. 12. Délégation de pouvoirs. Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la société ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, fondés de pouvoir, employés ou autres agents qui n'auront pas besoin d'être actionnaires de la société, ou conférer des pouvoirs ou mandats spéciaux ou des fonctions permanentes ou temporaires à des personnes ou agents de son choix.

La délégation à un administrateur est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale des actionnaires.

Art. 13. Représentation de la société. Vis-à-vis des tiers, la société sera engagée par la signature conjointe de deux administrateurs, ou par la signature individuelle de la personne à laquelle la gestion journalière de la société a été déléguée, dans le cadre de cette gestion journalière, ou par la signature de toute personne à qui un tel pouvoir de signature aura été délégué par le conseil d'administration, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 14. Commissaire aux comptes. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non.

Ils sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires, qui déterminera leur nombre, pour une durée qui ne peut pas dépasser 6 ans, et ils resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus. Ils sont rééligibles et ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale, avec ou sans motif.

Titre IV.- Assemblée générale des actionnaires

Art. 15. Pouvoirs de l'assemblée générale. Toute assemblée générale des actionnaires régulièrement constituée représente l'ensemble des actionnaires.

Sous réserve des dispositions de l'article 10 précité, elle a les pouvoirs les plus étendus pour ordonner, exécuter ou ratifier les actes en relation avec les activités de la société.

Art. 16. Assemblée générale annuelle. L'assemblée générale annuelle se réunit dans la ville de Luxembourg, au siège social de la société ou à tel autre endroit indiqué dans les avis de convocations le dernier lundi de juin à 15.00 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 17. Autres assemblées générales. Le conseil d'administration ou le commissaire aux comptes peuvent convoquer d'autres assemblées générales. De telles assemblées doivent être convoquées si des actionnaires représentant au moins un cinquième du capital social le demandent.

Les assemblées générales, y compris l'assemblée générale annuelle, peuvent se tenir à l'étranger chaque fois que se produiront des circonstances de force majeure qui seront appréciées souverainement par le conseil d'administration.

Art. 18. Procédure, Vote. Les assemblées générales seront convoquées conformément aux conditions fixées par la loi.

Au cas où tous les actionnaires sont présents ou représentés et déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocations préalables.

Tout actionnaire peut prendre part aux assemblées en désignant par écrit, par câble, par télégramme ou par télex un mandataire, lequel peut ne pas être actionnaire.

Le conseil d'administration peut arrêter toutes autres conditions à remplir pour prendre part aux assemblées générales.

Sous réserve des restrictions légales, chaque action donne droit à une voix.

Sauf dispositions contraires de la loi, les décisions sont prises quel que soit le nombre d'actions représentées, à la majorité simple.

Les copies ou extraits des procès-verbaux de l'assemblée à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président du conseil d'administration ou par deux administrateurs.

Titre V.- Année sociale, Répartition des bénéfices

Art. 19. Année sociale. L'année sociale de la société commence le premier jour de janvier et finit le dernier jour de décembre de chaque année.

Le conseil d'administration établit le bilan et le compte de profits et pertes. Au moins un mois avant la date de l'assemblée générale annuelle, il soumet ces documents, ensemble avec un rapport sur les activités de la société, au commissaire aux comptes qui établira son rapport sur ces documents.

Art. 20. Affectation des bénéfices. Sur les bénéfices nets de la société, il sera prélevé cinq pour cent pour la formation d'un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteindra le dixième du capital social souscrit de la société.

Sur recommandation du conseil d'administration, l'assemblée générale des actionnaires décide de l'affectation des bénéfices nets annuels. Elle peut décider de verser la totalité ou une part du solde à un ou plusieurs comptes de réserve ou de provision, de le reporter à nouveau à la prochaine année fiscale ou de le distribuer aux actionnaires comme dividendes.

Le conseil d'administration peut procéder à un versement d'acomptes sur dividendes dans les conditions fixées par la loi. Il déterminera le montant ainsi que la date de paiement de ces acomptes.

Titre VI.- Dissolution, Liquidation

Art. 21. Dissolution, Liquidation. La société peut être dissoute à tout moment par décision de l'assemblée générale délibérant aux mêmes conditions de quorum et de majorité que celle exigées pour la modification des statuts, sauf dispositions contraires de la loi.

Lors de la dissolution de la société, soit par anticipation, soit à l'échéance du terme, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Titre VII.- Loi applicable

Art. 22. Loi applicable. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouvera son application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

Par dérogation à l'article 15, la première assemblée générale annuelle se réunira le dernier lundi de juin 1998 à 15.00 heures.

Par dérogation à l'article 18, la première année sociale commence à la date de constitution de la société et finit le dernier jour de décembre 1997.

Constatation

Le notaire soussigné constate que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ont été observées.

Souscription et paiement

Les parties comparantes ayant ainsi arrêté les statuts de la société, ont souscrit au nombre d'actions et ont libéré en espèces les montants ci-après énoncés:

MESINVEST S.A., préqualifiée:
 capital souscrit: 1.240.000,- francs luxembourgeois
 nombre d'actions: 124 actions B
 libération: 1.240.000,- francs luxembourgeois
 VICTORIA MANAGEMENT SERVICES S.A., préqualifiée:
 capital souscrit: 10.000,- francs luxembourgeois
 nombre d'actions: 1 action A
 libération: 10.000,- francs luxembourgeois
 capital souscrit: 1.250.000,- francs luxembourgeois
 nombre d'actions: 125
 libération: 1.250.000,- francs luxembourgeois

La preuve de tous ces paiements a été apportée au notaire instrumentant qui constate que les conditions prévues à l'article 26 de la loi du 10 août 1915, telle que modifiée, ont été respectées.

Coût

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société en raison de sa constitution sont estimés à environ 61.000,- LUF.

Assemblée générale extraordinaire

Les comparants préqualifiés, représentant la totalité du capital social souscrit, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils reconnaissent être dûment convoqués.

Après avoir vérifié que la présente assemblée était régulièrement constituée, ils ont pris, chaque fois à l'unanimité, les résolutions suivantes:

1) Le nombre des administrateurs est fixé à trois.

Sont nommés administrateurs:

- 1) Mr J.P. Warren, demeurant à Luxembourg;
- 2) VICTORIA MANAGEMENT SERVICES S.A., siège social à Luxembourg;
- 3) THIBAUT MANAGEMENT SERVICES S.A., siège social à Luxembourg.

Leur mandat viendra à expiration à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 1998.

II) Le nombre des commissaires est fixé à un.

Son mandat viendra à expiration à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 1998.

EQUITY TRUST (LUXEMBOURG) S.A.

III) Conformément aux statuts et à la loi, l'assemblée générale autorise le conseil d'administration à déléguer la gestion journalière des affaires de la société ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs membres du conseil d'administration.

IV) Le siège social de la société est 11, boulevard du Prince Henri, Luxembourg.

Dont acte fait et passé à Luxembourg, date en tête des présentes, et lecture faite aux personnes comparantes qui ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: C.A.M. Peuteman, J.P. Warren, J. Delvaux.

Enregistré à Luxembourg, le 18 juin 1997, vol. 99S, fol. 56, case 11. – Reçu 12.500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée sur papier libre, à la demande de la société prénommée, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 juillet 1997.

J. Delvaux.

(24700/208/279) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 1997.

WERASP S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 62, avenue de la Liberté.

STATUTS

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-sept, le onze juin.

Par-devant Maître Jacques Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg-Ville.

Ont comparu:

1. La société dénommée VESMAFIN (B.V.I.) LTD, ayant son siège social à Akara Blg., 24 De Castro Street, Wickhams Cay I, Road Town, Tortola, (B.V.I.),

ici représentée par Monsieur Reno Tonelli, employé privé, demeurant à Strassen, en vertu d'une procuration donnée à Luxembourg, le 6 juin 1997;

2. Monsieur Reno Tonelli, employé privé, demeurant à Strassen.

Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par les comparants et par le notaire instrumentant, demeurera annexée au présent acte avec lequel elle sera soumise aux formalités du timbre et de l'enregistrement.

Lesquels comparants, ès qualités qu'ils agissent, ont requis le notaire instrumentant d'arrêter, ainsi qu'il suit, les statuts d'une société qu'ils déclarent constituer entre eux comme suit:

Dénomination - Siège - Durée - Objet

Art. 1^{er}. Entre les personnes ci-avant désignées et toutes celles qui deviendront dans la suite propriétaires des actions ci-après créées, il est formé une société anonyme sous la dénomination de WERASP S.A.

Art. 2. Le siège social de la société est établi à Luxembourg-Ville. Sans préjudice des règles du droit commun en matière de résiliation de contrat au cas où le siège social de la société est établi par contrat avec des tiers, il pourra être transféré à l'intérieur de la commune du siège social par simple décision du conseil d'administration. Le conseil d'administration aura le droit d'instituer des bureaux, centres administratifs, agences et succursales partout, selon qu'il apparaîtra, aussi bien au Grand-Duché qu'à l'étranger.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication de ce siège avec l'étranger, se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'au moment où les circonstances seront redevenues complètement normales.

Un tel transfert ne changera rien à la nationalité de la société, qui restera luxembourgeoise. La décision relative au transfert provisoire du siège social sera portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société, qui, suivant les circonstances, est le mieux placé pour y procéder.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères, la gestion ainsi que la mise en valeur de ces participations.

La société n'aura directement aucune activité industrielle et ne maintiendra pas d'établissement commercial ouvert au public.

La société pourra employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et valeurs mobilières de toute origine. Elle pourra participer à la création, au développement, à la formation et au contrôle de toute entreprise et acquérir par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option, d'achat, de négociation et de toute autre manière, tous titres et droits et les aliéner par vente, échange ou encore autrement; la société pourra octroyer aux entreprises auxquelles elle s'intéresse, tous concours, prêts, avances ou garanties.

Elle pourra également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

D'une façon générale, la société peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet, notamment en empruntant, avec ou

sans garantie, et en toutes monnaies par voie d'émission d'obligations et en prêtant aux sociétés dont il est question à l'alinéa précédent, en restant dans les limites tracées par la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holding.

Capital - Actions

Art. 5. Le capital souscrit de la société est fixé à DEM 100.000,- (cent mille Deutsche Mark), représenté par mille (1.000) actions d'une valeur nominale de DEM 100,- (cent Deutsche Mark) chacune, entièrement souscrites et libérées.

A côté du capital souscrit, la société a un capital autorisé de DEM 1.000.000,- (un million de Deutsche Mark), représenté par dix mille (10.000) actions d'une valeur nominale de DEM 100,- (cent Deutsche Mark) chacune.

Le conseil d'administration est autorisé, pendant une période de cinq ans prenant fin le 11 juin 2002, à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé. Ces augmentations du capital pourront être souscrites et émises sous forme d'actions avec ou sans prime d'émission, à libérer, soit entièrement, soit partiellement, par des versements en espèces, ou par des apports autres qu'en espèces, tels des apports en nature, des titres, des créances, par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles vis-à-vis de la société. Le conseil d'administration est expressément autorisé à réaliser tout ou partie du capital autorisé par l'incorporation de réserves disponibles dans le capital social. Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir, ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir en paiement le prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital. Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article à la modification intervenue en même temps.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions dans les limites fixées par la loi.

Art. 6. Les actions de la société sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, dans les limites prévues par la loi.

Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives, dont tout actionnaire pourra prendre connaissance, et qui contiendra les indications prévues à l'article trente-neuf de la loi concernant les sociétés commerciales.

La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur ledit registre.

La société pourra émettre des certificats représentatifs d'actions au porteur. Ces certificats seront signés par deux administrateurs.

Art. 7. La société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. S'il y a plusieurs propriétaires par action, la société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire. Il en sera de même dans le cas d'un conflit opposant l'usufruitier et le nu-propriétaire, ou un débiteur et un créancier gagiste.

Emprunts obligataires

Art. 8. Le conseil d'administration peut décider de l'accord préalable de l'assemblée générale décidant sans quorum de présence à la simple majorité des présents, l'émission d'emprunts obligataires sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que ce soit.

Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêts, les conditions d'émission, et de remboursement, et toutes autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société.

Administration - Surveillance

Art. 9. La société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale, pour un terme ne pouvant pas dépasser six années et en tout temps révocables par elle.

Au cas où aucune durée n'est indiquée dans la résolution des nominations, les administrateurs sont nommés pour une durée de six ans.

Les administrateurs sortants peuvent être réélus.

Le conseil d'administration peut élire parmi ses membres un président et s'il en décide ainsi, un ou plusieurs vice-présidents du conseil d'administration. Le premier président peut être désigné par l'assemblée générale. En cas d'absence du président, les réunions du conseil d'administration sont présidées par un administrateur présent désigné à cet effet.

En cas de vacance d'une place d'administrateur pour quelque cause que ce soit, les administrateurs restants peuvent pourvoir au remplacement jusqu'à la prochaine assemblée générale, qui y pourvoira de façon définitive.

Art. 10. Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président du conseil ou de deux de ses membres.

Les administrateurs seront convoqués séparément à chaque réunion du conseil d'administration. Sauf le cas d'urgence qui doit être spécifié dans la convocation, celle-ci sera notifiée au moins vingt-quatre heures avant la date fixée pour la réunion.

Le conseil se réunit valablement sans convocation préalable au cas où tous les administrateurs sont présents ou valablement représentés, ainsi que dans tous les cas où les dates des réunions ont été fixées préalablement en conseil.

Les réunions du conseil d'administration se tiennent au lieu et à la date indiqués dans la convocation.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la totalité de ses membres est présente ou valablement représentée.

Tout administrateur empêché peut donner par écrit délégation à un autre membre du conseil pour le représenter et pour voter en son lieu et place. Un administrateur peut représenter plusieurs de ses collègues.

Les résolutions du conseil seront prises à l'unanimité des votants.

Les résolutions signées par tous les administrateurs seront aussi valables et efficaces que si elles avaient été prises lors d'un conseil dûment convoqué et tenu. De telles signatures peuvent apparaître sur un document unique ou sur des copies multiples d'une résolution identique et peuvent être révélées par lettres, télégrammes ou télex.

Un administrateur ayant des intérêts opposés à ceux de la société dans une affaire soumise à l'approbation du conseil, sera obligé d'en informer le conseil et de se faire donner acte de cette déclaration dans le procès-verbal de la réunion. Il ne peut prendre part aux délibérations afférentes du conseil.

Lors de la prochaine assemblée générale des actionnaires, avant de procéder au vote de toute autre question, les actionnaires seront informés des matières où un administrateur a un intérêt opposé à celui de la société. Au cas où un membre du conseil d'administration a dû s'abstenir pour intérêt opposé, les résolutions prises, à l'unanimité, des autres membres du conseil présents ou représentés à la réunion et qui votent, seront tenues pour valables.

Art. 11. Les décisions du conseil d'administration seront constatées par des procès-verbaux, qui seront remis dans un dossier spécial et signés par un administrateur au moins.

Les copies ou extraits de ces minutes doivent être signés par un administrateur.

Art. 12. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous actes de disposition et d'administration dans l'intérêt de la société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi du 10 août 1915, telle que modifiée, ou par les statuts de la société à l'assemblée générale, seront de la compétence du conseil d'administration.

Art. 13. Le conseil d'administration peut déléguer des pouvoirs à un ou plusieurs de ses membres. Il peut désigner des mandataires ayant des pouvoirs définis et les révoquer en tout temps. Il peut également, de l'assentiment préalable de l'assemblée générale des actionnaires déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs de ses membres, qui porteront le titre d'administrateurs-délégués.

Art. 14. Le conseil d'administration pourra instituer un comité exécutif, composé de membres du conseil d'administration et fixer le nombre de ses membres. Le comité exécutif pourra avoir tels pouvoirs et autorité d'agir au nom du conseil d'administration que ce dernier aura déterminés par résolution préalable. A moins que le conseil d'administration n'en dispose autrement, le comité exécutif établira sa propre procédure pour la convocation et la tenue de ses réunions.

Le conseil d'administration fixera, s'il y a lieu, la rémunération des membres du comité exécutif.

Art. 15. Le conseil d'administration représente la société en justice, soit en demandant, soit en défendant.

Les exploits pour ou contre la société sont valablement faits au nom de la société seule.

Art. 16. Tous documents et toutes nominations de mandataires engageront valablement la société s'ils sont signés au nom de la société par la signature conjointe de deux administrateurs, ou par un mandataire dûment autorisé par le conseil d'administration.

Art. 17. La surveillance des opérations de la société sera confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat, laquelle ne pourra pas dépasser six ans.

Tout commissaire sortant est rééligible.

Assemblées

Art. 18. L'assemblée générale annuelle pourra par simple décision allouer aux administrateurs une rémunération appropriée pour l'accomplissement de leurs fonctions.

Art. 19. L'assemblée générale légalement constituée représente l'ensemble des actionnaires. Ses décisions engagent les actionnaires absents, opposés ou qui se sont abstenus au vote.

Art. 20. Le conseil d'administration est autorisé à requérir que pour être admis aux assemblées générales, tout actionnaire doit déposer ses actions au porteur respectivement ses certificats nominatifs au siège social ou aux établissements désignés dans les avis de convocation cinq jours avant la date fixée pour l'assemblée.

Art. 21. L'assemblée générale annuelle se tiendra à Luxembourg, le deuxième vendredi du mois d'avril de chaque année à 12.00 heures.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée sera reportée au premier jour ouvrable suivant à la même heure.

Les assemblées générales extraordinaires sont convoquées et se tiennent au lieu désigné par le conseil d'administration.

Art. 22. L'assemblée générale entendra le rapport de gestion du conseil d'administration et du commissaire, votera sur l'approbation des comptes annuels et sur l'affectation des résultats, procédera aux nominations requises par les statuts, donnera décharge aux administrateurs et au commissaire et traitera des autres questions qui pourront lui être dévolues.

Toute action donne droit à une voix.

Tout actionnaire pourra voter en personne ou par mandataire, qui ne sera pas nécessairement actionnaire.

Tout actionnaire aura le droit de demander un vote au scrutin secret.

Art. 23. L'assemblée générale délibérant aux conditions de quorum et de majorité prévus par la loi peut modifier les statuts dans toutes leurs dispositions sous réserve des limites prévues par la loi.

Art. 24. Le conseil d'administration respectivement le commissaire sont en droit de convoquer des assemblées ordinaires et extraordinaires.

Ils sont obligés de convoquer une assemblée générale chaque fois qu'un groupe d'actionnaires représentant au moins un cinquième du capital souscrit, le demandera par écrit, en indiquant l'ordre du jour.

Tout avis contenant convocation à l'assemblée générale doit contenir l'ordre du jour de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration peut déterminer la forme des mandats à employer et exiger qu'ils soient déposés dans le délai et au lieu qu'il indiquera.

Art. 25. Le président du conseil d'administration, ou en son absence, l'administrateur qui le remplace ou la personne désignée par l'assemblée, préside l'assemblée générale.

L'assemblée choisira parmi les assistants le secrétaire et un ou deux scrutateurs.

Art. 26. Les procès-verbaux de l'assemblée générale seront signés par les membres du bureau et par tout actionnaire qui le demande.

Toutefois, au cas où les délibérations de l'assemblée doivent être conformes, les copies et les extraits qui en seront délivrés pour être produits en justice ou ailleurs, doivent être signés par un administrateur.

Année sociale - Bilan - Répartition des bénéfices

Art. 27. L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Art. 28. Chaque année à la clôture de l'exercice social, le conseil d'administration établit les comptes annuels dans les formes requises par la loi.

Au plus tard un mois avant l'assemblée générale annuelle, l'administration soumettra le bilan de la société et le compte de pertes et profits en même temps que son rapport, ainsi que tous autres documents qui pourront être requis par la loi, au commissaire qui, sur ce, établira son rapport.

Une quinzaine avant l'assemblée générale annuelle, le bilan, le compte de pertes et profits, le rapport de gestion, le rapport du commissaire ainsi que tous autres documents qui pourront être requis par la loi, seront déposés au siège social de la société, où les actionnaires pourront en prendre connaissance durant les heures de bureau normales.

Art. 29. L'excédent créditeur du compte de pertes et profits, après déduction des frais généraux, charges sociales, amortissements et provisions pour engagements passés ou futurs, déterminé par le conseil d'administration, constituera le bénéfice net de la société.

Chaque année, cinq pour cent du bénéfice net seront affectés à la réserve légale. Cette affectation cessera d'être obligatoire lorsque la réserve légale aura atteint un dixième du capital souscrit.

Le solde restant du bénéfice net sera à la disposition de l'assemblée générale.

Les dividendes, s'il y a lieu à leur distribution, seront distribués à l'époque et au lieu fixés par le conseil d'administration, endéans les limites fixées par l'assemblée générale.

En respectant les prescriptions légales des acomptes sur dividendes peuvent être autorisés par le conseil d'administration.

L'assemblée générale peut décider d'affecter des profits et des réserves distribuables au remboursement du capital sans réduire le capital social.

Dissolution - Liquidation

Art. 30. Elle pourra être dissoute par une décision de l'assemblée générale des actionnaires décidant à la même majorité que celle prévue pour les modifications de statuts.

Art. 31. Lors de la dissolution de la société, l'assemblée générale règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs et détermine leurs pouvoirs.

Sur l'actif net, provenant de la liquidation après apurement du passif, il sera prélevé la somme nécessaire pour rembourser le montant libéré des actions; quant au solde, il sera réparti également entre toutes les actions.

Disposition générale

Art. 32. Pour tous les points non réglés aux présents statuts, les parties se réfèrent et se soumettent à la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures.

Dispositions transitoires

L'assemblée générale annuelle se réunira à Luxembourg, le deuxième vendredi du mois d'avril à 12.00 heures et pour la première fois en 1998.

Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se terminera le 31 décembre 1997.

Souscription

Les statuts de la société ayant été ainsi établis, les comparants déclarent souscrire à toutes les actions représentant l'intégralité du capital social, comme suit:

1. La société dénommée VESMAFIN (BVI) LTD préqualifiée, neuf cent quatre-vingt-dix neuf actions	999
2. Monsieur Reno Tonelli, préqualifié, une action	1
Total: mille actions	1.000

Toutes ces actions ont été libérées intégralement par des versements en espèces, de sorte que la somme de DEM 100.000,- (cent mille Deutsche Mark) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant, qui le constate expressément.

Déclaration - Evaluation - Frais

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié les conditions prévues par l'article vingt-six de la loi du 10 août 1915, telle que modifiée ultérieurement et en constate expressément l'accomplissement.

Le montant, au moins approximatif, des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, est évalué approximativement à 90.000,- LUF. Pour les besoins de l'enregistrement, le capital de la société est évalué à 2.063.550,- LUF.

Assemblée générale extraordinaire

Les comparants préqualifiés, représentant la totalité du capital souscrit et se considérant comme dûment convoqués, se sont ensuite constitués en assemblée générale extraordinaire.

Après avoir constaté que la présente assemblée était régulièrement constituée, ils ont pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

- 1) Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.
- 2) Ont été appelés aux fonctions d'administrateur:
 - Monsieur Reno Tonelli, employé privé, demeurant à Strassen, 20, rue des Muguets;
 - Monsieur Sergio Vandì, employé privé, demeurant à Luxembourg, 8, rue des Franciscaines;
 - Madame Vania Migliore-Baravini, employée privé, demeurant à Esch-sur-Alzette, 89, rue Clair-Chêne.
- 3) La durée du mandat des administrateurs est fixée à trois ans et prendra fin lors de l'assemblée générale à tenir en 2000;
- 4) A été appelée aux fonctions de commissaire aux comptes:
 - GRANT THORNTON REVISION & CONSEILS S.A., 2, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1332 Luxembourg.
- 5) La durée du mandat du commissaire aux comptes est fixée à trois ans et prendra fin lors de l'assemblée générale à tenir en 2000.
- 6) Le siège de la société est fixé au 62, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg.
Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.
Et après lecture faite et interprétation donnée en langue du pays au comparant, connu du notaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, le comparant a signé avec Nous, notaire, la présente minute.
Signé: R. Tonelli, J. Delvaux.
Enregistré à Luxembourg, le 20 juin 1997, vol. 99S, fol. 64, case 9. – Reçu 20.635 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée sur papier libre, à la demande de la société prénommée, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 juillet 1997.

J. Delvaux.

(24701/208/276) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 1997.

GESO S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.

R. C. Luxembourg B 37.358.

Il résulte de l'Assemblée Générale des Actionnaires tenue le 5 mai 1997 que les actionnaires ont élu comme administrateurs pour un mandat statutaire:

- RABOBANK TRUST COMPANY LUXEMBOURG S.A., avec siège social à Luxembourg
- RABO MANAGEMENT SERVICES LIMITED, avec siège social à Guernsey
- RABO SECRETARIAL SERVICES LIMITED, avec siège social à Guernsey

et comme Commissaire aux Comptes:

- M. Luc Van Loey, résidant à St. Niklaas-Waas, Belgique, avec effet au 5 mai 1997.

Leur mandat arrivera à échéance à l'Assemblée Générale Statutaire de 2003.

Luxembourg, le 17 juin 1997.

RABOBANK TRUST COMPANY
LUXEMBOURG S.A.

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 7 juillet 1997, vol. 495, fol. 29, case 11. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(24789/699/19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 1997.

HELENA S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3, boulevard du Prince Henri.

R. C. Luxembourg B 55.393.

Le siège social de la société HELENA S.A. est transféré au 3, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

Pour publication

Pour la société

Signature

Un administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 4 juillet 1997, vol. 495, fol. 24, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(24798/729/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 1997.

25691

GD LUX S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 13, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 58.495.

—
Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue le 28 mars 1997

Résolution

Le conseil décide de transférer, avec effet au 1^{er} avril 1997, le siège social de la société de son adresse actuelle au 13, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

Pour extrait conforme
GD LUX S.A.
Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 3 juillet 1997, vol. 495, fol. 19, case 11. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(24787/024/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 1997.

GOODWILL H. HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 5, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 55.832.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme GOODWILL H. HOLDING S.A. tenue à L-2953 Luxembourg, 69, route d'Esch, en date du 1^{er} juillet 1997 que:

1. ont été révoqués avec effet immédiat de leur mandat d'administrateur de la Société, Madame Edith Cateau, Monsieur Frédéric Fabre et Monsieur Paulo Costa Brito;

2. sont nommés en remplacement des administrateurs révoqués:

- Monsieur Marcel Würth, administrateur de sociétés, demeurant à Luxembourg;
- Monsieur Gilbert Caristan, administrateur de sociétés, demeurant à Luxembourg;
- Madame Michèle Caillau, agent commercial, demeurant à Luxembourg;

3. le siège social de la Société a été transféré de L-2953 Luxembourg, 69, route d'Esch, à L-1118 Luxembourg, 5, rue Aldringen.

Pour extrait conforme
Pour la société
Signature
Un mandataire
Pour copie conforme
Signature

Enregistré à Luxembourg, le 7 juillet 1997, vol. 495, fol. 27, case 11. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(24790/282/25) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 1997.

HAWK FINANCE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 49.646.

—
Le siège social de la société HAWK FINANCE S.A. est transféré au 3, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

Pour publication
Pour la société
Signature
Un administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 4 juillet 1997, vol. 495, fol. 24, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(24797/729/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 1997.

FRANSA HOLDING, Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 6, rue Zithe.
R. C. Luxembourg B 24.416.

—
Le bilan au 31 décembre 1996, enregistré à Luxembourg, le 4 juillet 1997, vol. 495, fol. 26, case 12, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

(24786/280/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 1997.

GT EURO-STABIL ASSET MANAGEMENT COMPANY S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 103, Grand-rue.
R. C. Luxembourg B 30.553.

Le bilan au 31 décembre 1996, enregistré à Luxembourg, le 8 juillet 1997, vol. 495, fol. 34, case 10, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 juillet 1997.

Pour le Conseil d'Administration

N. Uhl

(24794/007/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 1997.

GUARANTEE GENERAL HOLDINGS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1750 Luxembourg, 82, avenue Victor Hugo.
R. C. Luxembourg B 26.496.

Le bilan au 31 décembre 1996, enregistré à Luxembourg, le 4 juillet 1997, vol. 495, fol. 26, case 1, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

(24795/553/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 1997.

BANQUE COGEB A GONET S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, rue Heienhaff.
R. C. Luxembourg B 33.590.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-sept, le vingt-six août.

Par-devant Maître Reginald Neuman, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme BANQUE COGEB A GONET S.A., avec siège social à Senningerberg, 5, rue Heienhaff, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, section B sous le numéro B 33.590.

La séance est ouverte à onze heures et demie sous la présidence de Monsieur Christian Fabert, administrateur-délégué de la Société, demeurant à Luxembourg,

Le Président désigne comme secrétaire, Monsieur Marc Backes, employé privé, demeurant à Dudelange.

A été appelé aux fonctions de scrutateur, Monsieur Lucien Ernster, directeur, demeurant à Mamer, tous ici présents et ce acceptant.

Le bureau ayant été ainsi constitué, le Président déclare et prie le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Adaptation de l'article trois des statuts concernant le capital social à la libération additionnelle des trente-deux mille cinq cents (32.500) actions partiellement libérées, pour lui donner désormais la teneur suivante:

«**Art. 3.** Le capital souscrit est fixé à trois cent cinquante millions (350.000.000,-) de francs luxembourgeois, représenté par trente-cinq mille (35.000) actions d'une valeur nominale de dix mille (10.000,-) francs luxembourgeois chacune, dont deux mille cinq cents (2.500) actions sont entièrement libérées, et dont trente-deux mille cinq cents (32.500) actions sont libérées à concurrence de onze/treizièmes (11/13), de sorte que le capital libéré de la société est de trois cents millions (300.000.000,-) de francs luxembourgeois.

Les appels de fonds pour la portion non libérée seront faits par le conseil d'administration.

La société peut racheter ses propres actions dans les termes et sous les conditions prévues par la loi.»

II. Les actionnaires présents ou représentés, les procurations des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence; cette liste de présence signée par les actionnaires, les mandataires des actionnaires représentés, le bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte.

Les procurations des actionnaires représentés y resteront annexées de même.

III. L'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée et tous les actionnaires présents ou représentés déclarant avoir eu parfaite connaissance de l'ordre du jour avant l'assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage.

IV. La présente assemblée est donc régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour.

V. Monsieur le Président fait part à l'assemblée qu'en date du 19 août 1997, le conseil d'administration a décidé de porter de neuf/treizièmes (9/13) à onze/treizièmes (11/13) le degré de libération des trente-deux mille cinq cents (32.500) actions partiellement libérées, ce faisant un appel de fonds global de cinquante millions (50.000.000,-) de francs luxembourgeois, et un appel par action de mille cinq cent trente-huit virgule quatre six un six (1.538,4616,-) francs luxembourgeois, pour porter ainsi le capital libéré de deux cent cinquante millions (250.000.000,-) de francs luxembourgeois à trois cents millions (300.000.000,-) de francs luxembourgeois.

Il résulte d'un certificat bancaire qui restera ci-annexé, que le montant de cinquante millions (50.000.000,-) de francs luxembourgeois a été apporté en numéraire à la société.

Ensuite l'assemblée, après délibération, a pris, à l'unanimité, la résolution suivante:

Unique résolution

L'assemblée décide d'adapter l'article trois des statuts concernant le capital social à la libération additionnelle des trente-deux mille cinq cents (32.500) actions partiellement libérées dont question ci-avant, pour lui donner désormais la teneur suivante:

«**Art. 3.** Le capital souscrit est fixé à trois cent cinquante millions (350.000.000,-) de francs luxembourgeois, représenté par trente-cinq mille (35.000) actions d'une valeur nominale de dix mille (10.000,-) francs luxembourgeois chacune, dont deux mille cinq cents (2.500) actions sont entièrement libérées, et dont trente-deux mille cinq cents (32.500) actions sont libérées à concurrence de onze/treizièmes (11/13), de sorte que le capital libéré de la société est de trois cents millions (300.000.000,-) de francs luxembourgeois.

Les appels de fonds pour la portion non libérée seront faits par le conseil d'administration.

La société peut racheter ses propres actions dans les termes et sous les conditions prévues par la loi.»

Frais

Le montant des frais afférents incombant à la société en raison des présentes est estimé à quatre-vingt mille (80.000,-) francs luxembourgeois.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à midi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite à l'assemblée, les membres du bureau, connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ont tous signé avec nous notaire le présent acte, aucun autre actionnaire n'ayant demandé à signer.

Signé: Chr. Fabert, M. Backes, L. Ernster, R. Neuman.

Enregistré à Luxembourg, le 27 août 1997, vol. 101S, fol. 37, case 10. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée à la prédite société sur sa demande, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 septembre 1997.

R. Neuman.

(33236/226/70) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 1997.

BANQUE COGEB A GONET S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, rue Heienhaff.

R. C. Luxembourg B 33.590.

Le texte des statuts coordonnés a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 septembre 1997.

R. Neuman.

(33237/226/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 1997.

ACM NEW-ALLIANCE, Fonds Commun de Placement.

MANAGEMENT REGULATIONS

1) The Fund

ACM NEW-ALLIANCE (hereafter referred to as the «Fund») organized under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg as a mutual investment fund (fonds commun de placement), is an unincorporated coproprietorship of transferable securities (hereinafter referred to as «securities»), managed in the interest of its co-owners (hereafter referred to as the «shareholders») by ACM NEW-ALLIANCE (LUXEMBOURG) S.A. (hereafter referred to as the «Management Company»), a company incorporated under the laws of Luxembourg and having its registered office in Luxembourg. There shall be several classes of Shares and within the Fund the Management Company may create specific pools of assets (each a «Portfolio») which shall be linked to one or more classes of Shares as more specifically described in the addenda hereto. The assets of the Fund, which are held in custody by STATE STREET BANK LUXEMBOURG S.A. (hereafter referred to as the «Custodian») are segregated from those of the Management Company. By the acquisition of Shares of the Fund, any shareholder fully accepts these management regulations which determine the contractual relationship between the shareholders, the Management Company and the Custodian.

2) The Management Company

The Fund is managed on behalf of the shareholders by the Management Company which shall have its registered office in Luxembourg.

The Management Company is invested with the broadest powers to administer and manage the Fund, subject to the restrictions set forth in Article 5) hereafter, on behalf of the shareholders, including but not limited to, the purchase, sale, subscription, exchange and receipt of securities and the exercise of all the rights attached directly or indirectly to the assets of the Fund.

The Board of Directors of the Management Company shall determine the investment policy of the Fund within the restrictions set forth in Article 5) hereafter.

The Board of Directors of the Management Company may appoint a general manager or managers and/or administrative agents to implement the investment policy and administer and manage the assets of the Fund.

The Management Company may for the benefit of the Fund obtain investment information, advice and other services.

The Management Company and any investment manager, investment advisor and subadvisor are entitled to fees payable at the end of each month, at an aggregate annual rate not exceeding the rate specified for each Portfolio in the relevant addendum.

3) The Custodian

The Management Company shall appoint and terminate the appointment of the Custodian. STATE STREET BANK LUXEMBOURG S.A., a corporation organized under the laws of Luxembourg, has been appointed Custodian.

The Custodian or the Management Company may terminate the appointment of the Custodian at any time upon 90 days written notice delivered by the one to the other.

In the event of termination of the appointment of the Custodian, the Management Company will use its best endeavours to appoint within 2 months of such termination, a new custodian who will assume the responsibilities and functions of the Custodian under these Management Regulations. Pending the appointment of a new Custodian, the Custodian shall take all necessary steps to ensure good preservation of the interests of the shareholders. After termination as aforesaid, the appointment of the Custodian shall continue thereafter for such period as may be necessary for the transfer of all assets of the Fund to the new Custodian.

All cash and securities constituting the assets of the Fund shall be held by the Custodian on behalf of the shareholders of the Fund. The Custodian may entrust banks and financial institutions with the custody of such securities. The Custodian may hold securities in accounts with such clearing houses as the Custodian may determine. It will have the normal duties of a bank with respect to the Fund's deposits of cash and securities held by the Custodian. The Custodian may only dispose of the assets of the Fund and make payments to third parties on behalf of the Fund on receipt of instructions from the Management Company or its appointed agents.

Upon receipt of instructions from the Management Company or its appointed agents, the Custodian will perform all acts of disposal with respect to the assets of the Fund.

The Custodian will assume its functions and responsibilities in accordance with articles 16 and 17 of the law of 30th March 1988 regarding collective investment undertakings.

The Custodian is entitled to such fees as will be determined from time to time by agreement between the Management Company and the Custodian. Such fee is based on the average net assets of the Fund and is payable monthly.

4) Investment Policy

The Management Company shall invest the proceeds paid into the Fund for joint account of shareholders in transferable securities and other assets permitted by law in conformity with the principle of risk spreading. In this context the Management Company shall specify the investment guidelines for each Portfolio and publish such guidelines in an addendum to these Management Regulations.

The Fund shall be managed with the objective of providing the shareholders with a range of investment opportunities and to offer through a participation in the Fund a choice of equities in different geographical markets or different industries or sectors, or of short term and long term investments in debt securities in different currencies. The Management Company shall in its discretion decide what investment opportunities the Fund shall offer to investors by the creation of additional Portfolios. Further the Management Company shall alone be entitled to fix the date of issue of any further class of Shares.

If it appears advisable at any time to retain ancillary liquid assets in the Fund, such assets may temporarily be kept in money market instruments issued or guaranteed by highly rated borrowers having a maturity of less than 12 months or in current or deposit accounts.

In addition, use may be made of options and futures. Except where they are used for hedging purposes, such techniques and instruments may be used in respect of each Portfolio only to the extent that this shall have been provided in the investment guidelines set out in the prospectus.

5) Investment Restrictions

In managing the assets of the Fund the Management Company shall comply with the following restrictions:

(1) The Fund may not borrow money except from banks on a temporary basis, which includes for purposes of redeeming Shares, and only if the aggregate of the amount borrowed would not exceed 10% of the value of the total net assets of the Portfolio concerned, provided however that this restriction shall not prevent the Fund from entering into swap arrangements in order to acquire foreign exchange;

(2) The Fund may not mortgage, pledge, hypothecate or in any manner transfer, as security for indebtedness, any securities owned or held by the Fund except as may be necessary in connection with (i) borrowings mentioned in (1) above, and then such mortgaging, pledging or hypothecating may not exceed 10% of the total net assets of the Portfolio concerned, and/or (ii) margin requirements which the Fund may have with respect to its transactions in forward or futures contracts or in options, and/or (iii) swap transactions;

(3) Without prejudice to other provisions contained herein, the Fund may not grant loans to or act as a guarantor on behalf of third parties;

(4) The Fund may not invest in the securities of any single issuer if immediately after and as a result of such investment more than 10% of the total net assets of the Portfolio concerned would consist of the securities of such issuer, provided that the total value of the securities held by the Fund in issuers in which it invests more than 5% of the total net assets of a Portfolio may not exceed, at the time of any investment, 40% of the total net assets of such Portfolio, provided further that:

(i) the above limit of 10% shall be 35% in respect of the securities issued or guaranteed by any Member State of the European Community («EC») or any local authority thereof, or public international bodies of which one or more Member States of the EC are members or any other national government;

(ii) the securities referred to in subparagraph (i) shall not be included in applying the limit of 40% set forth in this paragraph; and

(iii) notwithstanding the foregoing, the Fund may invest up to 100% of the assets of any Portfolio in different transferable securities issued or guaranteed by any Member State of the EC, its local authorities, or public international bodies of which one or more of such Member States are members, or by any Member State of the Organisation for Economic Cooperation and Development (the «OECD»), provided that the Fund holds within such Portfolio securities from at least six different issues, and securities from any one issue shall not account for more than 30% of the total net assets of such Portfolio;

(5) The Fund may not invest in securities which are not quoted securities or which cannot be readily resold because of legal or contractual restrictions or which are not otherwise readily marketable or in debt instruments which are treated, because of their characteristics, as equivalent to transferable securities and which are, inter alia, transferable liquid and have a value which can be accurately determined at any Valuation Date, if, regarding all such securities, more than 10% of the total net assets of each Portfolio concerned would be invested in such securities immediately after and as a result of such transaction.

For this purpose «quoted securities» means:

(i) transferable securities admitted to official listing on a stock exchange in any Member State of the EC;

(ii) transferable securities admitted to official listing on a recognised stock exchange in any other country of the OECD or of Asia, Oceania, Africa or the American continents;

(iii) transferable securities dealt in on another regulated market in any such Member State of the EC or such other country referred to above, provided that such market operates regularly and is recognised and open to the public;

(iv) recently issued transferable securities, provided the terms of the issue provide that application be made for admission to the official listing on any of the stock exchanges or regulated markets referred to above and such admission is secured within a year of issue;

(6) The Fund may not purchase securities of any issuer if, upon such purchase, the Fund owns more than 10% of any class of the securities of such issuer, or if as a result of such purchase the Management Company may exercise a significant influence over the management of the issuer, provided that this limit shall not apply to (i) securities issued or guaranteed by any Member State of the EC or any local authority thereof, or issued or guaranteed by any Member State of the OECD, or to (ii) Shares held by the Fund in the capital of a company incorporated in a State which is not a Member State of the EC investing its assets mainly in the securities of issuing bodies having their registered offices in that State, where under the legislation of that State such a holding represents the only way in which the Fund can invest in the securities of issuing bodies of that State, if that company, in its investment policy, complies with the limits laid down in Articles 42 and 44 and in paragraphs (1) and (2) of Article 45 of the law of 30th March 1988 on collective investment undertakings. Further the Management Company may not purchase Shares of any company if, upon such purchase, the Fund, together with other funds which are managed by the Management Company, would in the aggregate own more than 15 % of the outstanding Shares of such company;

(7) The Fund may not underwrite or sub-underwrite securities of other issuers except to the extent that, in connection with the disposition of portfolio securities, the Fund may be deemed to be an underwriter under applicable securities laws;

(8) The Fund may not purchase securities of other collective investment undertakings of the open-ended type, except in connection with a merger, consolidation, acquisition or reorganization or otherwise as permitted under Article 44 of the law of 30th March 1988 on collective investment undertakings;

(9) The Fund may not deal in warrants or options on securities unless the following limitations are observed:

(i) no warrant or no option will be purchased or sold if immediately after its acquisition, the aggregate acquisition prices of all warrants and options held for other than hedging purposes would exceed 15 per cent of the net assets of each Portfolio concerned;

(ii) individual purchases of warrants, call and put options and the writing of call options shall be limited so that upon exercise thereof none of the preceding restrictions would be infringed;

(iii) put options may be written by the Fund provided adequate liquid assets are set aside until the expiry of said put options to cover the aggregate exercise price of the securities to be acquired by the Fund pursuant thereto;

(iv) call options will only be written if such writing does not result in a short position; in such event the Fund will maintain within the relevant Portfolio the underlying securities until the expiry date of the relevant call options granted by the Fund, except that the Fund may dispose of said securities in declining markets under the following circumstances:

(a) the market must be sufficiently liquid to enable the Fund to cover its position at any time;

(b) the aggregate of the exercise prices payable under such options written shall not exceed 15% of the net assets of each Portfolio concerned;

(10) The Fund may for the purpose of hedging currency risks hold forward currency contracts or currency futures or acquire currency options for amounts not exceeding, respectively, the aggregate value of securities and other assets held within each Portfolio concerned denominated in a particular currency, provided however that the Fund may also purchase the currency concerned through a cross transaction (entered into through the same counterpart) or, within the same limits, enter into currency swaps, should the cost thereof be more advantageous to the Fund. Contracts on currencies must either be quoted on a stock exchange or dealt in or on a regulated market, except that the Fund may enter into currency forward contracts or swap arrangements with highly rated financial institutions;

(11) The Fund may not deal in index options except that

(i) for the purpose of hedging the risk of the fluctuation of the securities within a Portfolio the Fund may on behalf of such Portfolio sell call options on stock indices or acquire put options on stock indices. In such event the value of the underlying securities included in the relevant stock index option shall not exceed, together with outstanding commitments in financial futures contracts entered into for the same purpose, the aggregate value of the portion of the assets of the Portfolio concerned; and

(ii) for the purpose of the efficient management of its securities portfolio the Fund may acquire call options on stock indices mainly in order to facilitate changes in the allocation of the assets of a Portfolio between markets or in anticipation of or in a significant market sector advance, provided the value of the underlying securities included in the relevant stock index options is covered within such Portfolio by uncommitted cash reserves, short dated debt securities and instruments or securities to be disposed of at predetermined prices.

Such options on stock index futures must either be listed on an exchange or dealt in on a regulated market, except that the Fund may purchase or sell OTC options on financial instruments, if such transactions are more advantageous to the Fund or if quoted options having the required features are not available, provided such transactions are made with highly rated counterparties specializing in this type of transactions. Further the aggregate acquisition cost (in terms of premiums paid) of all options on securities and such options on interest rate futures and other financial instruments purchased by the Fund for purposes other than hedging, shall not exceed 15% of the net assets of each of the Portfolios concerned;

(12) The Fund may not enter into interest rate futures contracts, deal in options on interest rates or enter into interest rate swap transactions except that

(i) for the purpose of hedging the risk of fluctuations of the assets of a Portfolio the Fund may sell interest rate futures or write call options or purchase put options on interest rates or enter into interest rate swaps. Such contracts or options must be denominated in the currencies in which the assets of such Portfolio are denominated, or in currencies which are likely to fluctuate in a similar manner, and they must be listed on an exchange or dealt on a regulated market, provided however that interest rate swap transactions may be entered into by private agreement with highly rated financial institutions; and

(ii) for the purpose of efficient portfolio management the Fund may enter into interest rate futures purchase contracts or acquire call options on interest rate futures, mainly in order to facilitate changes in the allocation of the assets of a Portfolio between shorter or longer term markets, in anticipation of or in a significant market sector advance, or to give a longer term exposure to short term investments, provided always that sufficient uncommitted cash reserves, short dated debt securities or instruments or securities to be disposed of at a predetermined value exist to match the underlying exposure of both such futures positions and the value of the underlying securities included in call options on interest rate futures acquired for the same purpose and for the same Portfolio.

Such options on interest rate futures must either be listed on an exchange or dealt in on a regulated market, except that the Fund may purchase or sell OTC options on financial instruments, if such transactions are more advantageous to the Fund or if quoted options having the required features are not available, provided such transactions are made with highly rated counterparties specializing in this type of transactions. Further the aggregate acquisition cost (in terms of premiums paid) of all options on securities and such options on interest rate futures and other financial instruments purchased by the Fund for purposes other than hedging, shall not exceed 15% of the net assets of each of the Portfolios concerned;

(13) The Fund may not deal in stock index futures except that

(i) for the purpose of hedging the risk of the fluctuation of the value of the assets of a Portfolio, the Fund may have outstanding commitments on behalf of such Portfolio in respect of index futures sales contracts not exceeding the corresponding risk of fluctuation of the value of the corresponding portion of such assets;

(ii) for the purpose of efficient portfolio management the Fund may enter into index futures purchase contracts, mainly in order to facilitate changes in the allocation of a Portfolio's assets between markets or in anticipation of or in a significant market sector advance, provided that sufficient uncommitted cash reserves, short dated debt securities or instruments owned by the Portfolio concerned or securities to be disposed of by such Portfolio at a predetermined value exist to match the underlying exposure of both such futures positions and the value of the underlying securities included in call stock index options acquired for the same purpose;

provided further that all such index futures must either be listed on an exchange or dealt in on a regulated market;

(14) The Fund may not lend portfolio investments except against receipt of adequate security either in the form of bank guarantees of highly rated financial institutions or in the form of a pledge on cash or securities issued by governments of Member States of the OECD. No securities lending may be made except through recognized clearing houses or highly rated financial institutions specializing in this type of transactions and for more than one half of the value of the securities of each Portfolio and for periods exceeding 30 days;

(15) The Fund may not purchase real estate, but the Fund may make investments in companies which invest in or own real estate;

(16) The Fund may not enter into transactions involving commodities, commodity contracts or securities representing merchandise or rights to merchandise, and for purposes hereof commodities include precious metals, except that the Fund may purchase and sell securities that are secured by commodities and securities of companies which invest or deal in commodities and may purchase or sell futures and forward contracts (and options thereon) on financial instruments, stock indices and foreign currencies as stated above; and

(17) The Fund may not purchase any securities on margin (except that the Fund may obtain such short-term credit as may be necessary for the clearance of purchases and sales of portfolio securities) or make short sales of securities or maintain a short position, except that it may make initial and maintenance margin deposits in respect of futures and forward contracts (and options thereon).

(18) The Fund may enter into repurchase agreements only with highly rated financial institutions specialized in this type of transaction and provided that (i) during the life time of a repurchase agreement the Fund may not sell the underlying securities before the repurchase is effected, and (ii) the Fund shall ensure to maintain the importance of such transactions at a level which enables it at all times to meet its redemption obligations vis-à-vis its Shareholders.

The Management Company need not comply with the investment limit percentages set forth above when exercising subscription rights attaching to securities which form part of the assets of the Fund.

If by reason of subsequent fluctuations in values of the Fund's assets or as a result of the exercise of subscription rights, the investment limit percentages above are infringed, priority will be given, when sales of securities are made, to correcting the situation, having due regard to the interests of the shareholders.

The Management Company may from time to time impose further investment restrictions as are compatible with or in the interest of the shareholders, in order to comply with the laws and regulations of the countries where the Shares of the Fund are sold.

6) Issue of Shares

One or several classes of Shares of the Fund shall be issued by the Management Company for each Portfolio subject to payment therefor to the Custodian within such period thereafter as the Management Company may from time to time determine. Fractions of Shares may be issued to such fractional entitlements as the Management Company may determine.

Certificates for Shares or confirmations of shareholding shall be delivered by the Management Company provided that payment therefor has been received by the Custodian.

The Management Company shall comply, with respect to the issuing of Shares, with the laws and regulations of the countries where these Shares are offered. The Management Company may, at its discretion, discontinue temporarily, cease definitely or limit the issue of Shares at any time to persons or corporate bodies resident or established in certain countries or territories. The Management Company may also prohibit certain persons or corporate bodies from acquiring Shares, if such a measure is necessary for the protection of the shareholders as a whole and the Fund.

Furthermore, the Management Company may:

- (a) reject at its discretion any application for purchase of Shares;
- (b) repurchase at any time the Shares held by shareholders who are excluded from purchasing or holding Shares.

7) Issue Price

The initial issue price per Share of each class will be determined by the Management Company in respect of the initial offer period. Thereafter the issue price per Share will be the net asset value per Share of the relevant class determined on or after the day on which the application for purchase of Shares is received and calculated in accordance with Article 9) hereafter (provided that such application is received prior to such deadline(s) as may from time to time be established by the Management Company), plus, with respect to Shares of specific classes purchased, a sales charge in favour of banks and financial organizations acting in connection with the placing of the Shares as specified in the sales documents. With respect to other classes of Shares purchased a contingent deferred sales charges may be assessed on the proceeds of the repurchase if and when repurchased from shareholders on terms and conditions determined by the Management Company.

If the Management Company so resolves the issue price may be determined in several currencies specified in the sales documents relating to the Fund. In such event the currency conversion will be made at the middle market rate at the time of calculation of the net asset value.

Payment of the issue price, plus the sales charge if any, shall be made within five Luxembourg bank business days counting from and including the day when the application is accepted.

8) Share Certificates

Any person or corporate body shall be eligible to participate in the Fund by subscribing for one or several Shares, subject, however, to the provisions contained in Article 6) of these Management Regulations. The Management Company shall issue certificates in registered form. Each certificate shall carry the signatures of the Management Company and the Custodian, both of which may be in facsimile. In the absence of a request for certificates investors will be deemed to have requested that no certificate be issued in respect of their Shares and a confirmation of shareholding will be delivered instead.

9) Determination of Net Asset Value

The net asset value of the Shares of each class, expressed in the currency specified in the addendum to the Management Regulations, will be determined by the Management Company on each day which is a bank business day in Luxembourg (a «valuation day»), by dividing the value of the assets less the liabilities (including any provisions considered by the Management Company to be necessary or prudent) of the Fund properly allocable to such class of Shares by the total number of its Shares of such class outstanding at the time of determination of the net asset value. To the extent feasible, investment income, interest payable, fees and other liabilities (including management fees) will be accrued daily.

In the accounts of the Fund, the Management Company shall establish the Portfolios as follows:

a) the proceeds to be received from the issue of Shares of a specific class shall be applied in the books of the Fund to the Portfolio established for that class of Shares, and, as the case may be, the relevant amount shall increase the proportion of the net assets of such Portfolio attributable to the class of Shares to be issued, and the assets and liabilities and income and expenditure attributable to such class or classes shall be applied to the corresponding Portfolio subject to the provisions of this article;

b) where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Fund to the same Portfolio as the assets from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant pool;

c) where the Fund incurs a liability which relates to any asset of a particular Portfolio or to any action taken in connection with an asset of a particular Portfolio, such liability shall be allocated to the relevant Portfolio;

d) in the case where any asset or liability of the Fund cannot be considered as being attributable to a particular Portfolio, such asset or liability shall be allocated to all the Portfolios pro rata to the net asset values of the relevant classes of Shares provided that all liabilities, whatever Portfolio they are attributable to, shall, unless otherwise agreed upon with the creditors, be binding upon the Fund as a whole;

e) when class-specific expenses are paid and/or higher dividends are distributed to Shares of a given class, the net asset value of the relevant class of Shares shall be reduced by such expenses and/or by any excess of dividends paid to holders of Shares of one class over that paid to holders of the other class or classes (thus decreasing the percentage of the total net asset value of the Fund or of the Portfolio, as the case may be, attributable to such class of Shares) and the net asset value attributable to the other class or classes of Shares shall remain the same (thus increasing the percentage of the total net asset value of the Fund or of the Portfolio, as the case may be, attributable to such other class or classes of Shares);

f) when class-specific assets, if any, cease to be attributable to one class only, and/or when income or assets derived therefrom are to be attributed to several classes of Shares issued in connection with the same Portfolio, the share of the relevant class of Shares in the Portfolio shall increase in the proportion of such contribution; and

g) whenever Shares are issued or redeemed, the share in the common portfolio attributable to the corresponding class of Shares shall be increased or decreased by the amount received or paid, as the case may be, by the Fund for such issue or redemption.

The Fund may at any time issue Shares of additional classes, in connection with an existing Portfolio in which event the share of each additional class(es) of Shares in the Portfolio shall be determined initially in the proportion of the aggregate issue price received by the Fund and to be invested in the Portfolio upon the initial offering bears to the existing value of the Portfolio.

The assets of the Fund will be valued as follows:

(a) securities listed on a stock exchange or traded on any other regulated market will be valued at their last available price on such exchange or market or, if no such price is available, at the mean of the bid and asked price quoted on such day. If there is no such market price, or such market price is not representative of the security's fair market value, then the security is valued in a manner determined to reflect its fair value. If a security is listed or traded on several stock exchanges or markets, the last available price on the stock exchange or market which constitutes the main market for such security, will be used;

(b) securities not listed on any Stock exchange or traded on any regulated market are valued at the mean between the most recent quoted bid and asked price provided by the principal market makers. If there is no such market price, or if such market price is not representative of the security's fair market value, then the security is valued in a manner determined to reflect its fair value;

(c) cash and other liquid assets will be valued at their face value with interest accrued to the end of the day and;

(d) values expressed in a currency other than the currency of the Portfolio determined by the Management Regulations shall be translated to such currency at the average of the last available buying and selling price for such currency.

In the event that extraordinary circumstances render such a valuation impracticable or inadequate, the Management Company is authorized to follow other rules, prudently and in good faith, in order to achieve a fair valuation of the assets of the Fund.

10) Suspension of determination of Net Asset Value

The Management Company may temporarily suspend the determination of the net asset value and in consequence the issue and the repurchase of Shares in any of the following events:

(a) when one or more Stock exchanges or markets, which provide the basis for valuing a substantial portion of the assets of the Fund, or when one or more foreign exchange markets in the currency in which a substantial portion of the assets of the Fund is denominated, are closed otherwise than for ordinary holidays or if dealings therein are restricted or suspended;

(b) when, as a result of political, economic, military or monetary events or any circumstances outside the responsibility and the control of the Management Company, disposal of the assets of the Fund is not reasonably or normally practicable without being seriously detrimental to the interests of the shareholders;

(c) in the case of a breakdown in the means of communication used for the valuation of any investment of the Fund or if, for any reason, the value of any asset of the Fund may not be determined as rapidly and accurately as required;

(d) if, as a result of exchange restrictions or other restrictions affecting the transfer of funds, transactions on behalf of the Fund are rendered impracticable or if purchases and sales of the Fund's assets cannot be effected at normal rates of exchange.

The decision to suspend temporarily the determination of the Net Asset Value of Shares of the Portfolio does not necessarily entail the same decision for the classes of shares of another portfolio, if the assets within such other portfolio are not affected to the same extent by the same circumstances.

11) Repurchase

Repurchase will be made at such net asset value per Share of the relevant class determined on the valuation day on which the repurchase request is received and determined in accordance with the terms of Article 9) above, or, if the Management Company determines to offer Shares in several currencies, the countervalue thereof in another currency

converted as specified in Article 7) above, less any contingent deferred sales charge payable to institutions entrusted with the distribution of the Shares, if any, provided that the request is received prior to such deadline(s) as may from time to time be established by the Management Company. Such repurchase request must be accompanied by the relevant share certificates (if issued).

The Management Company shall ensure that the Fund maintains an appropriate level of liquidity, so that under normal circumstances repurchase of the Shares of the Fund may be made promptly upon request by shareholders. Payment of the repurchase price shall be made not later than five Luxembourg bank business days counting from and including the day when the repurchase request is accepted and subject to receipt of the share certificates (if issued).

The Custodian must make payment only if no statutory provisions, such as exchange control regulations or other circumstances outside the control of the Custodian, prohibit the transfer of the payment of the repurchase price to the country where reimbursement was applied for.

The Management Company may limit the redemption of Shares in the event the Fund receives on any Valuation Date requests to redeem more than 10 % of the Shares outstanding on such date. Any part of a redemption request to which effect is not given by reason of the exercise of this power by or on behalf of the Management Company will be treated as if a request has been made in respect of the Next Valuation Date and all following Valuation Dates (in relation to which the Management Company has the same power) until the original request has been satisfied in full.

12) Conversion

Upon application to the Management Company, Shares of each class may be converted into Shares of any other class outstanding at a rate determined by reference to the respective net asset values on the date of conversion, provided that the Management Company may make conversions subject to such restrictions or to the payment of fees and expenses as it may determine in the light of the interest of the shareholders of the Fund as a whole.

13) Charges of the Fund

The Fund will bear the following charges:

- investment advisory fees;
- all taxes which may be due on the assets and the income of the Fund;
- the reasonable disbursements and out-of-pocket expenses (including without limitation telephone, telex, cable and postage expenses) incurred by the Custodian and any custody charges of banks and financial institutions to whom custody of assets of the Fund is entrusted;
- usual banking fees due on transactions involving securities held in the portfolio of the Fund (such fees to be included in the acquisition price and to be deducted from the selling price);
- the remuneration of the Management Company;
- the remuneration of the Custodian and other banks and financial institutions entrusted by the Custodian with custody of the assets of the Fund, and of the Registrar and Transfer Agent and Administrative Agent, as well as those of agents in places of registration, all of which may be determined as a percentage of the net assets of the Fund and/or as a fixed sum;
- distribution expenses and shareholder servicing fees which may be determined as a percentage of the net assets of the Fund or of the net asset value of the aggregate Shares of the class to which such fees relate;
- legal expenses incurred by the Management Company or the Custodian while acting in the interests of the shareholders;
- the cost of printing certificates; the cost of preparing and/or filing the Management Regulations and all other documents concerning the Fund, including registration statements and prospectuses and explanatory memoranda with all authorities (including local securities dealers' associations) having jurisdiction over the Fund or the offering of Shares of the Fund; the cost of preparing, in such languages as are necessary for the benefit of the shareholders, including the beneficial holders of the Shares; and distributing annual and semi-annual reports and such other reports or documents as may be required under the applicable laws or regulations of the above-cited authorities; the cost of accounting, bookkeeping and calculating the daily net asset value; currency conversion costs; the cost of preparing and distributing public notices to the shareholders; lawyers' and auditor's fees; the costs incurred with the admission and the maintenance of the Shares on the stock exchanges on which they are listed; and all similar administrative charges, including, unless otherwise decided by the Management Company, and unless otherwise decided, all advertising expenses and other expenses directly incurred in offering or distributing the Shares, including the printing costs of copies of the above mentioned documents or reports, which are utilised by the distributors of the Shares in the course of their business activities.

All recurring charges will be charged first against income, then against capital gains and then against assets. Other charges may be amortized over a period not exceeding five years.

14) Accounting Year, Audit

The accounts of the Fund are closed each year on 31st May and for the first time on 31st May 1998. The consolidated accounts of the Fund are kept in United States dollars.

The accounts of the Management Company will be audited by auditors appointed by the Management Company.

The Management Company shall also appoint an authorized auditor who shall, with respect to the assets of the Fund, carry out the duties prescribed by the law of 30th March 1988 regarding collective investment undertakings.

15) Dividends

Distributions may be declared for such amounts and with respect to such class or classes of Shares as the Management Company may determine in the addenda to these Management Regulations. Payment dates for dividends

shall be set out in the prospectuses or explanatory memorandums issued by the Management Company in connection with the sale of the Shares of the Fund.

No distribution may be made as a result of which the net assets of the Fund would become less than the minimum of Luxembourg francs 50,000,000.- as prescribed by Luxembourg law.

Dividends not claimed within five years from their due date will lapse and revert to the Fund.

16) Amendment of the Management Regulations

The Management Company may, upon approval of the Custodian, amend these Management Regulations in whole or in part at any time.

Amendments will become effective five days after their publication in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations of Luxembourg.

17) Publications

The net asset value, the issue price and the repurchase price per Share will be available in Luxembourg at the registered office of the Management Company and the Custodian.

The audited annual reports and the unaudited semi-annual reports of the Fund are made available to the shareholders at the registered offices of the Management Company, the Custodian and any Paying Agent.

Any amendments to these Management Regulations, including the dissolution of the Fund, will be published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations of Luxembourg.

The amendments and any notices to shareholders may also be published, as the Management Company may decide, in newspapers of countries where the Shares of the Fund are offered and sold.

18) Duration of the Fund, Liquidation, Amalgamation

The Fund is established for an unlimited period. The Fund may be dissolved at any time by mutual agreement between the Management Company and the Custodian. Any notice of dissolution will be published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations of Luxembourg and in at least three newspapers with appropriate distribution, at least one of which must be a Luxembourg newspaper, to be determined jointly by the Management Company and the Custodian.

Issuance and repurchase of Shares will cease at the time of the decision or event leading to the dissolution.

The Management Company will realize the assets of the Fund in the best interests of the shareholders and, upon instructions given by the Management Company, the Custodian will distribute the net proceeds of the liquidation, after deducting all liquidation expenses, attributable to each class of Shares, among the shareholders in proportion of the Shares of the relevant class held.

The liquidation or the partition of the Fund may not be requested by a shareholder, nor by his heirs or beneficiaries.

The Management Company may similarly decide to dissolve any Portfolio without terminating the Fund. In such event it shall refund to the holders of Shares of the Classes concerned the full net asset value of such Classes. Such action shall be publicized by the Management Company in the same manner as the dissolution of the Fund and the proceeds of the refund shall be deposited with the Custodian for a period of one year for collection by the former Shareholders who will be entitled thereto and thereafter at the Caisse des Consignations in Luxembourg.

Further by decision of the Management Company two or more Portfolios may be amalgamated and the corresponding Class of Shares converted into Shares of the corresponding Class linked to another Portfolio. The rights of the different Share Classes shall in such event be determined in the proportion of the respective net asset values. Such an amalgamation shall be made public at least two months prior thereto in order to allow investors to request redemption of their Shares if they do not wish to participate in the Portfolio so established.

19) Statute of Limitation

The claims of the shareholders against the Management Company or the Custodian will lapse five years after the date of the event which gave rise to such claims.

20) Applicable law, Jurisdiction and Governing language

Disputes arising between the shareholders, the Management Company and the Custodian shall be settled according to Luxembourg law and subject to the jurisdiction of the District Court of Luxembourg, provided, however, that the Management Company and the Custodian may subject themselves and the Fund to the jurisdiction of courts of the countries, in which the Shares of the Fund are offered and sold, with respect to claims by investors resident in such countries and, with respect to matters relating to subscriptions and repurchases by shareholders resident in such countries, to the laws of such countries. English shall be the governing language for these Management Regulations, provided, however, that the Management Company and the Custodian may, on behalf of themselves and the Fund, consider as binding the translation in languages of the countries in which the Shares of the Fund are offered and sold, with respect to Shares sold to investors in such countries.

Dated as of 8th September 1997.

Management Company
Signatures

Custodian
Signatures

*First Addendum to the Management Regulations of
ACM New-Alliance
describing the Greater China Portfolio*

Following a decision of the Management Company made with the consent of the Custodian of ACM NEW-ALLIANCE, a fonds commun de placement under the laws of Luxembourg (the «Fund»), a first portfolio is created within the Fund under the name ACM NEW-ALLIANCE - Greater China Portfolio (the «Portfolio») and in connection with the Portfolio the Fund shall issue Shares of class Greater China Portfolio A (class «A» Shares), of class Greater China Portfolio B (class «B» Shares) and of class Greater China Portfolio I (class «I» Shares).

During the initial offering period which shall end on a date to be determined by the Management Company and published in the sales documents class A Shares, class B Shares and class I Shares shall be offered at a base price of US dollars 10.00 per Share whereby class A Shares will be subject to a dealer mark-up described in the sales documents, class B Shares will be offered with no dealer mark-up or sales charge, but will be subject to an ongoing distribution fee at the annual rate of 1% of the average daily value of the net assets of the Portfolio attributable to such class, such fee to be deducted from such portion of the net assets and subject to a contingent deferred sales charge if redeemed within four years of purchase, as described in the sales documents.

In respect of class A Shares and class B Shares of the Portfolio, the Fund pays a monthly shareholders servicing fee at the annual rate of 0.80% of the average daily net asset value of such classes of Shares, such fee to be deducted from the part of the net assets of the Portfolio attributable to class A Shares and class B Shares respectively.

Class I Shares of the Portfolio shall be subject to the minimum subscription requirement specified in the sales documents and shall be issued at their net asset value. They may be subject to a specific sales charge described in the sales documents, but shall not be subject to a distribution fee or shareholder servicing fee.

The Shares of the Portfolio may be redeemed at the option of the shareholders on each Valuation Date.

The Shares of the Portfolio may be converted into Shares of other portfolios within the limits stated in the sales documents.

The Portfolio's investment objective is to seek long-term capital appreciation. In seeking to achieve its investment objective, the Portfolio will invest at least 80% of its total assets in equity securities issued by Greater China companies. As used herein, «Greater China» means The People's Republic of China (including Hong Kong) and The Republic of China (Taiwan) and «Greater China companies» include any entity which (i) is organised under the laws of a Greater China country and conducts business in a Greater China country, (ii) derives 50% or more of its total revenues from business in Greater China countries, or (iii) issues equity or debt securities that are traded principally on a stock exchange in a Greater China country. The Portfolio may invest up to 20% of its total assets in (i) debt securities issued or guaranteed by Greater China companies or by Greater China governments, their agencies or instrumentalities, and (ii) equity or debt securities issued by issuers other than Greater China companies. It is expected that a significant portion of the assets of the Portfolio will be invested in equity securities of Hong Kong companies. Subject to the restrictions set forth in the Management Regulations, the Portfolio may invest in any Greater China company and industry and in any type of security with potential for capital appreciation. The Portfolio does not, however, intend to invest in debt securities rated below investment grade.

The Management Company and any investment manager, investment advisor or sub-advisor are entitled to fees payable at the end of each month, at an aggregate annual rate not exceeding 1.25 % of the average of the daily Net Asset Value of the Portfolio during the relevant month.

The Management Company does not intend to declare any distribution with respect to the Shares of the Portfolio.

Dated as of 8th September 1997.

Management Company

Custodian

Signatures

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 9 septembre 1997, vol. 497, fol. 40, case 8. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(33133/260/527) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 1997.

FIRST BENELUX.

Abänderung des Allgemeinen Teils des Verwaltungsreglements des FIRST BENELUX

In Artikel 20 des Allgemeinen Teils des Verwaltungsreglements folgenden Wortlaut als letzten Abschnitt unter Punkt (3) einzufügen:

«Die Verwaltungsgesellschaft hat in bestimmten Fällen das Recht, die Verschmelzung eines oder mehrerer Teilfonds mit einem anderen Luxemburger Investmentfonds (Teil 1) zu beschließen. Die Verschmelzung kann beschlossen werden, wenn die wirtschaftliche, politische oder kommerzielle Situation sich ändert. Die Anteilhaber von Teilfonds die mit Luxemburger Investmentfonds verschmelzt werden, haben vor der tatsächlichen Verschmelzung die Möglichkeit, kostenlos aus dem/n betreffenden Teilfonds auszuscheiden, und dies innerhalb des Monats nach Veröffentlichung des Fusionsbeschlusses durch die Verwaltungsgesellschaft. Bei allen Anteilhabern, die diese Möglichkeit nicht genutzt haben, wird davon ausgegangen, daß sie der Fusion zugestimmt haben und somit neue Anteile des Luxemburger Investmentfonds erhalten werden, mit dem der Fonds/Teilfonds verschmolzen wurde. Der Beschluß der Verwaltungsgesellschaft, einen oder mehrere Teilfonds mit einem anderen Luxemburger Investmentfonds (Teil 1) zu verschmelzen, wird im «Luxemburger Wort» veröffentlicht, sowie in einer anderen Zeitung, die in den Vertriebsländern des Fonds veröffentlicht wird.»

Der Prospekt sowie das abgeänderte Verwaltungsreglement sind bei der Depotbank in Luxemburg erhältlich.

Luxemburg, den 20. August 1997.

MK LUXINVEST S.A.

BANQUE INTERNATIONALE

Die Verwaltungsgesellschaft

A LUXEMBOURG, Société Anonyme

Unterschriften

Die Depotbank

Unterschriften

Enregistré à Luxembourg, le 22 septembre 1997, vol. 497, fol. 78, case 6. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(34487/006/25) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 1997.

TECTUM FONDS SELECTION, Fonds Commun de Placement.**VERWALTUNGSREGLEMENT****Art. 1. Der Fonds.**

1. TECTUM FONDS SELECTION (der «Fonds») ist ein Organismus für gemeinsame Anlagen («OGA») des offenen Typs in der Form eines rechtlich unselbständigen Sondervermögens (fonds commun de placement) aus Wertpapieren und sonstigen Vermögenswerten («Fondsvermögen»), das unter Beachtung des Grundsatzes der Risikostreuung von der Verwaltungsgesellschaft verwaltet wird. Die im Fondsvermögen befindlichen Vermögenswerte werden von der Depotbank verwahrt.

2. Die vertraglichen Rechte und Pflichten der Inhaber von Anteilen («Anteilsinhaber»), der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank sind in dem Verwaltungsreglement geregelt, das von der Verwaltungsgesellschaft mit Zustimmung der Depotbank erstellt wird.

Durch den Kauf eines Anteils erkennt jeder Anteilsinhaber das Verwaltungsreglement sowie alle Änderungen desselben an.

Die Verwaltungsgesellschaft erstellt außerdem einen Verkaufsprospekt entsprechend den Bestimmungen des Luxemburger Rechts.

3. Der Fonds besteht aus einem oder mehreren Teilfonds im Sinne von Artikel 111 des Gesetzes vom 30. März 1988 über Organismen für gemeinsame Anlagen. Die Gesamtheit der Teilfonds ergibt den Fonds. Jeder Anleger ist am Fonds durch Beteiligung an einem Teilfonds beteiligt.

4. Jeder Teilfonds gilt im Verhältnis der Anteilsinhaber untereinander als eigenständiges Sondervermögen. Die Rechte und Pflichten der Anteilsinhaber eines Teilfonds sind von denen der Anteilsinhaber der anderen Teilfonds getrennt. Falls nicht anders vereinbart, gilt dies jedoch nicht im Verhältnis zu Dritten, denen gegenüber das Fondsvermögen insgesamt für alle Verbindlichkeiten der einzelnen Teilfonds einsteht.

5. Die Anteilwertberechnung erfolgt separat für jeden Teilfonds nach den in Artikel 7 des Verwaltungsreglements festgesetzten Regeln.

6. Die im Verwaltungsreglement aufgeführten Anlagebeschränkungen sind auf jeden Teilfonds separat anwendbar.

7. Das Netto-Fondsvermögen (Fondsvermögen abzüglich der dem Fonds zuzurechnenden Verbindlichkeiten) muß innerhalb von sechs Monaten nach Genehmigung des Fonds den Gegenwert von 50 Millionen Luxemburger Franken erreichen. Hierfür ist auf das Netto-Fondsvermögen des Fonds insgesamt abzustellen, das sich aus der Addition der Netto-Fondsvermögen der Teilfonds ergibt.

8. Die Verwaltungsgesellschaft kann jederzeit neue Teilfonds auflegen. Teilfonds können auf bestimmte Zeit errichtet werden.

9. Teilfonds können nicht zusammengelegt und nicht mit anderen OGA verschmolzen werden. Die Verwaltungsgesellschaft kann Teilfonds jederzeit, auf bestimmte Zeit errichtete Teilfonds auch vor Ablauf ihrer Laufzeit auflösen, insbesondere in den Fällen einer wesentlichen Veränderung wirtschaftlicher und/oder politischer Rahmenbedingungen, im Interesse einer wirtschaftlichen Rationalisierung oder dann, wenn das Fondsvermögen eines Teilfonds unter eine Mindestgrenze absinkt, welche die Verwaltungsgesellschaft als Untergrenze für ein wirtschaftlich effizientes Management des entsprechenden Teilfonds ansieht. Die Auflösung auf unbestimmte Zeit errichteter Teilfonds und die vorzeitige Auflösung auf bestimmte Zeit errichteter Teilfonds wird jeweils mindestens dreißig Tage vor dem jeweiligen Auflösungszeitpunkt in einer Tageszeitung in Luxemburg sowie in den Ländern, in welchen Anteile öffentlich zum Vertrieb zugelassen sind, veröffentlicht.

Art. 2. Die Verwaltungsgesellschaft.

1. Verwaltungsgesellschaft ist die SCHRÖDER MÜNCHMEYER HENGST INVESTMENT LUXEMBURG S.A., mit Sitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

2. Die Verwaltungsgesellschaft verwaltet den Fonds in eigenem Namen, jedoch ausschließlich im Interesse und für gemeinschaftliche Rechnung der Anteilsinhaber. Die Verwaltungsbefugnis erstreckt sich auf die Ausübung aller Rechte, welche unmittelbar oder mittelbar mit den Vermögenswerten des Fonds bzw. seiner Teilfonds zusammenhängen.

3. Die Verwaltungsgesellschaft legt die Anlagepolitik des Fonds unter Berücksichtigung der gesetzlichen und vertraglichen Anlagebeschränkungen fest. Der Verwaltungsrat der Verwaltungsgesellschaft kann eines oder mehrere seiner Mitglieder sowie sonstige natürliche oder juristische Personen mit der Ausführung der täglichen Anlagepolitik betrauen.

4. Die Verwaltungsgesellschaft kann unter eigener Verantwortung und auf eigene Kosten Anlageberater hinzuziehen, insbesondere sich durch einen Anlageausschuß beraten lassen.

Art. 3. Die Depotbank.

1. Depotbank für den Fonds ist die SCHRÖDER MÜNCHMEYER HENGST & CO, Niederlassung Luxemburg.

2. Die Depotbank ist mit der Verwahrung der Vermögenswerte des Fonds und seiner Teilfonds beauftragt. Die Rechte und Pflichten der Depotbank richten sich nach dem Gesetz, dem Verwaltungsreglement und dem Depotbankvertrag.

3. Alle Wertpapiere und anderen Vermögenswerte des Fonds und seiner Teilfonds werden von der Depotbank in gesperrten Konten und Depots verwahrt, über die nur in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Verwaltungsreglements verfügt werden darf. Die Depotbank kann unter ihrer Verantwortung und mit Einverständnis der Verwaltungsgesellschaft Dritte, insbesondere andere Banken und Wertpapiersammelstellen, mit der Verwahrung von Wertpapieren und sonstigen Vermögenswerten beauftragen.

4. Die Depotbank hat insbesondere folgende Aufgaben:

- sie vergewissert sich, daß der Verkauf, die Ausgabe, die Rücknahme, der Umtausch und die Annullierung von Anteilen an einem Teilfonds im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes und des Verwaltungsreglements erfolgen;
- sie vergewissert sich, daß das Entgelt für Transaktionen im Zusammenhang mit der Verwaltung des Fondsvermögens eines Teilfonds innerhalb der üblichen Fristen im Fondsvermögen dieses Teilfonds eingeht;
- sie vergewissert sich, daß die Erträge aus dem Fondsvermögen eines Teilfonds im Einklang mit den Bestimmungen des Verwaltungsreglements Verwendung finden.

5. Soweit gesetzlich zulässig, ist die Depotbank berechtigt und verpflichtet, in eigenem Namen

- a) Ansprüche der Anteilhaber gegen die Verwaltungsgesellschaft oder eine frühere Depotbank geltend zu machen;
- b) gegen Vollstreckungsmaßnahmen Dritter Widerspruch zu erheben und vorzugehen, wenn wegen eines Anspruchs vollstreckt wird, für den das Vermögen des Fonds oder der jeweiligen Teilfonds nicht haftet.

6. Die Depotbank ist an Weisungen der Verwaltungsgesellschaft gebunden, sofern solche Weisungen nicht dem Gesetz, dem Verwaltungsreglement oder dem Verkaufsprospekt des Fonds widersprechen.

7. Die Depotbank ist berechtigt, die Depotbankbestellung jederzeit im Einklang mit dem Depotbankvertrag zu kündigen. In diesem Falle ist die Verwaltungsgesellschaft verpflichtet, den Fonds gemäß Artikel 12 des Verwaltungsreglements aufzulösen oder innerhalb von zwei Monaten mit Genehmigung der zuständigen Aufsichtsbehörde eine andere Bank zur Depotbank zu bestellen; bis dahin wird die bisherige Depotbank zum Schutz der Interessen der Anteilhaber ihren Pflichten als Depotbank vollumfänglich nachkommen.

Die Verwaltungsgesellschaft ist ebenfalls berechtigt, die Depotbankbestellung jederzeit im Einklang mit dem Depotbankvertrag zu kündigen. Eine derartige Kündigung hat notwendigerweise die Auflösung des Fonds gemäß Artikel 12 des Verwaltungsreglements zur Folge, sofern die Verwaltungsgesellschaft nicht zuvor eine andere Bank mit Genehmigung der zuständigen Aufsichtsbehörde zur Depotbank bestellt hat, welche die gesetzlichen Funktionen der vorherigen Depotbank übernimmt.

Art. 4. Anlagepolitik und Anlagebeschränkungen.

Mindestens 20% des jeweiligen Nettovermögens eines Teilfonds werden in Anteilen von Organismen für gemeinsame Anlagen («OGA») des offenen Typs angelegt.

Für die Anlage des Fondsvermögens der einzelnen Teilfonds gelten die folgenden Anlagerichtlinien und Anlagebeschränkungen:

1. Organismen für gemeinsame Anlagen

Für jeden Teilfonds werden Anteile an solchen Organismen für gemeinsame Anlagen des offenen Typs nur erworben, sofern es sich um OGA handelt die nach deutschem Recht aufgelegt oder in Deutschland gemäß den Bestimmungen des Auslandsinvestment-Gesetz zum öffentlichen Vertrieb angemeldet sind und sofern die Anlagepolitik der entsprechenden OGA dem Grundsatz der Risikostreuung im Sinne der Regeln für Luxemburger Organismen für gemeinsame Anlagen nach Teil II des Gesetzes vom 30. März 1988 über Organismen für gemeinsame Anlagen («Gesetz vom 30. März 1988») folgt. Die Anlagepolitik der OGA, in welchen das jeweilige Teilfondsvermögen angelegt wird, kann grundsätzlich die Anlage des jeweiligen Vermögens dieser OGA auf den internationalen Wertpapier-, Termin-, Geld- oder Immobilienmärkten zum Gegenstand haben. Eine spezifische Beschreibung der Anlagepolitik dieser OGA erfolgt im Rahmen der Beschreibung der Anlagepolitik des jeweiligen Teilfonds im Verkaufsprospekt.

Jeder Teilfonds wird vorwiegend Anteile an solchen OGA des offenen Typs erwerben, die in ihrem Ursprungsland einer gesetzlich zum Schutz des Anlegers eingerichteten Aufsicht unterliegen; in diesem Zusammenhang wird ein Teilfonds Anteile an OGA des offenen Typs aus einem Mitgliedstaat der Europäischen Union («EU»), Kanada, den USA, Japan, Hongkong und der Schweiz erwerben.

Die Anlage in OGA des offenen Typs darf zu keiner Zeit eine übermäßige Konzentration des Fondsvermögens des jeweiligen Teilfonds in einem einzigen dieser OGA zur Folge haben.

Für den Erwerb von Anteilen an OGA des offenen Typs, die in ihrem Ursprungsland nicht einer Aufsicht im vorgenannten Sinne unterliegen, gelten die Anlagebeschränkungen gemäß nachstehend Absatz 2 b) und c) entsprechend.

OGA des geschlossenen Typs können daneben innerhalb der Anlagegrenzen gemäß nachstehend Absatz 2 erworben werden.

2. Wertpapiere und Geldmarktinstrumente

Das Fondsvermögen eines Teilfonds kann neben den vorstehend unter Absatz 1 aufgeführten Vermögenswerten unter der Berücksichtigung der nachfolgend beschriebenen Anlagebeschränkungen in Wertpapieren und regelmäßig gehandelten Geldmarktinstrumenten («Geldmarktinstrumente») sowie sonstigen zulässigen Vermögenswerten einschließlich flüssigen Mitteln angelegt werden.

Für die Anlage in Wertpapieren und/oder Geldmarktinstrumenten gelten grundsätzlich folgende Anlagebeschränkungen:

- a) die Verwaltungsgesellschaft darf für einen Teilfonds nicht mehr als 10% des Netto-Fondsvermögens dieses Teilfonds in solchen Wertpapieren anlegen, die weder an einer Börse notiert sind, noch auf einem geregelten Markt, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist («geregelter Markt»), gehandelt werden;

- b) die Verwaltungsgesellschaft darf für einen Teilfonds sowie für den Fonds insgesamt höchstens 10% der Wertpapiere und/oder Geldmarktinstrumente ein- und desselben Emittenten, die einer Kategorie zuzurechnen sind, erwerben;

- c) höchstens 10% des Netto-Fondsvermögens eines Teilfonds dürfen in Wertpapieren und/oder Geldmarktinstrumenten ein und desselben Emittenten angelegt werden.

Die unter a) bis c) aufgeführten Anlagebeschränkungen sind nicht anwendbar im Hinblick auf die Vermögensanlage in solchen Wertpapieren und/oder Geldmarktinstrumenten, welche von Mitgliedstaaten der OECD oder deren Gebietskörperschaften oder von supranationalen Einrichtungen und Körperschaften gemeinschaftsrechtlicher, regionaler oder weltweiter Natur gegeben oder garantiert werden.

3. Anlagetechniken und -instrumente

a. Optionen und Finanzinstrumente

(1). Optionen

(a). Die Verwaltungsgesellschaft kann unter Beachtung der in diesem Absatz erwähnten Anlagebeschränkungen für jeden Teilfonds Kaufoptionen («Call-Optionen») und Verkaufsoptionen («Put-Optionen») auf Wertpapiere, Börsenindizes, Finanzterminkontrakte und sonstige Finanzinstrumente kaufen und verkaufen, sofern diese Optionen an einer Börse notiert oder an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden.

(b). Die Summe der Prämien für den Erwerb der unter (a). genannten Optionen darf 15% des Netto-Fondsvermögens des jeweiligen Teilfonds nicht übersteigen.

(c). Für jeden Teilfonds können Call-Optionen auf Wertpapiere verkauft werden, sofern die Summe der Ausübungspreise solcher Optionen zum Zeitpunkt des Verkaufs 25% des Netto-Fondsvermögens des jeweiligen Teilfonds nicht übersteigt. Diese Anlagegrenze gilt nicht, soweit verkaufte Call-Optionen durch Wertpapiere unterlegt oder durch andere Instrumente abgesichert sind.

Im übrigen muß der Fonds jederzeit in der Lage sein, die Deckung von Positionen aus dem Verkauf ungedeckter Call-Optionen sicherzustellen.

(d). Verkauft die Verwaltungsgesellschaft für einen Teilfonds Put-Optionen, so muß der jeweilige Teilfonds während der gesamten Laufzeit der Optionen über ausreichende flüssige Mittel verfügen, um den Verpflichtungen aus dem Optionsgeschäft nachkommen zu können.

(2). Finanzterminkontrakte

(a). Die Verwaltungsgesellschaft kann für einen Teilfonds Finanzterminkontrakte als Zinsterminkontrakte sowie als Kontrakte auf Börsenindizes kaufen und verkaufen, soweit diese Finanzterminkontrakte an hierfür vorgesehenen Börsen notiert oder auf einem anderen geregelten Markt gehandelt werden.

(b). Durch den Handel mit Finanzterminkontrakten kann die Verwaltungsgesellschaft bestehende Aktien- und Rentenpositionen gegen Kursverluste absichern. Mit dem gleichen Ziel kann die Verwaltungsgesellschaft Call-Optionen auf Finanzterminkontrakte verkaufen oder Put-Optionen auf Finanzterminkontrakte kaufen.

(c). Die Verwaltungsgesellschaft kann für einen Teilfonds daneben Finanzterminkontrakte und Optionen auf Finanzterminkontrakte zu anderen als zu Absicherungszwecken kaufen und verkaufen.

(3). Gemeinsame Anlagebeschränkungen

Die Gesamtheit der Verpflichtungen aus Finanzterminkontrakten und Optionsgeschäften, die der Absicherung von Vermögenswerten dienen, darf grundsätzlich den Gesamtwert der abgesicherten Werte nicht übersteigen.

Die Gesamtheit der Verpflichtungen aus Finanzterminkontrakten und Optionsgeschäften, die nicht der Absicherung von Vermögenswerten dienen, darf das Netto-Fondsvermögen des jeweiligen Teilfonds zu keiner Zeit übersteigen.

Bei der Bewertung der hier erwähnten Anlagebeschränkungen bleiben Verkäufe von Call-Optionen außer Betracht, die durch angemessene Werte im Fondsvermögen des jeweiligen Teilfonds unterlegt sind.

b. Sonstige Techniken und Instrumente

Die Verwaltungsgesellschaft kann sich für einen Teilfonds sonstiger Techniken und Instrumente bedienen, die Wertpapiere zum Gegenstand haben, sofern die Verwendung solcher Techniken und Instrumente im Hinblick auf die ordentliche Verwaltung des Fondsvermögens geschieht. Dies gilt insbesondere für Tauschgeschäfte mit Zinssätzen («Zins-Swaps»), welche im Rahmen der gesetzlichen Vorschriften zu Sicherungszwecken vorgenommen werden können. Solche Geschäfte sind ausschließlich mit erstklassigen, auf solche Geschäfte spezialisierten Finanzinstitute zulässig und dürfen zusammen mit den in a. (3). beschriebenen Verpflichtungen den Gesamtwert der abgesicherten Werte nicht übersteigen. Des Weiteren muß die Währung des Zinsswaps der der abzusichernden Aktiva entsprechen.

c. Devisensicherung

Zur Absicherung von Devisenrisiken kann die Verwaltungsgesellschaft für einen Teilfonds Devisenterminkontrakte verkaufen sowie Call-Optionen auf Devisen verkaufen und Put-Optionen auf Devisen kaufen. Die beschriebenen Operationen müssen grundsätzlich an einer Börse oder auf einem anderen geregelten Markt durchgeführt werden.

Die Verwaltungsgesellschaft kann für einen Teilfonds zu Absicherungszwecken außerdem auch Devisen auf Termin verkaufen, beziehungsweise im Rahmen freihändiger Geschäfte umtauschen, sofern die Vertragspartner erstklassige, auf solche Geschäfte spezialisierte Finanzinstitute sind.

Devisensicherungsgeschäfte setzen in der Regel eine unmittelbare Verbindung zu den abgesicherten Werten voraus. Sie dürfen daher grundsätzlich nicht den Wert bzw. die Restlaufzeit der in der gesicherten Währung für den jeweiligen Teilfonds gehaltenen Vermögenswerte überschreiten.

4. Kredite und Belastungsverbote

Kredite dürfen bis zu einem Gegenwert von 25% des Netto-Fondsvermögens eines Teilfonds aufgenommen werden. Die Aufnahme von Krediten kann auch zu Anlagezwecken erfolgen. Teilfonds deren Anlagepolitik die Anlage in Future Fonds vorsieht, dürfen Kredite nur bis zu einem Gegenwert von 10% des Netto-Fondsvermögens und nicht zu Anlagezwecken aufnehmen.

Zu Lasten des Fondsvermögens oder des Vermögens der Verwaltungsgesellschaft dürfen weder Kredite gewährt noch für Dritte Bürgschaftsverpflichtungen eingegangen werden.

5. Weitere Anlagebeschränkungen

Für einen Teilfonds werden keine Anteile an OGA erworben, deren Anlagepolitik ihrerseits die Anlage in anderen OGA zum Ziel hat.

Ein Teilfonds wird in OGA, deren Anlagepolitik die Anlage in Optionen und Finanzterminkontrakten («Future-Fonds»), in Immobilien («Immobilienfonds») oder in Wertpapieren mit überdurchschnittlich hohem Risiko («Venture-Capital»-Fonds) zum Ziel hat, nur dann anlegen, wenn diese OGA \neq Regelungen unterworfen sind, die den im Großherzogtum Luxemburg gültigen gesetzlichen und administrativen Bestimmungen vergleichbar sind.

6. Überschreitung von Anlagebeschränkungen

Werden die in diesem Artikel genannten Anlagebeschränkungen unbeabsichtigt überschritten, wird die Verwaltungsgesellschaft vorrangig anstreben, die Normalisierung der Lage unter Berücksichtigung der Interessen der Anteilsinhaber zu erreichen.

Art. 5. Fondsanteile.

1. Fondsanteile sind Anteile an dem jeweiligen Teilfonds. Sie werden durch Anteilzertifikate in der durch die Verwaltungsgesellschaft aufgelegten und im Verkaufsprospekt aufgeführten Stückelung, die auf den Inhaber lauten, ausgegeben. Die Verwaltungsgesellschaft kann die Verbriefung in Globalzertifikaten vorsehen. Ein Anspruch der Anteilsinhaber auf Auslieferung effektiver Stücke besteht in diesem Fall nicht. Die Verbriefung in Globalzertifikaten findet gegebenenfalls Erwähnung im Verkaufsprospekt des Fonds.

2. Alle Anteile haben gleiche Rechte.

3. Die Verwaltungsgesellschaft kann für einen Teilfonds zwei Anteilklassen A und B vorsehen. Anteile der Klasse B berechtigen zu Ausschüttungen, während auf Anteile der Klasse A keine Ausschüttung bezahlt wird. Alle Anteile sind vom Tage ihrer Ausgabe an in gleicher Weise an Erträgen, Kursgewinnen und am Liquidationserlös ihrer jeweiligen Anteilklasse beteiligt.

Sofern Anteilklassen gebildet werden, findet dies Erwähnung im Verkaufsprospekt.

Ausgabe und Rücknahme der Anteile sowie die Vornahme von Zahlungen auf Anteile sowie gegebenenfalls auf Ertragscheine erfolgen bei der Verwaltungsgesellschaft sowie über jede Zahlstelle.

Art. 6. Ausgabe von Anteilen.

1. Anteile werden an jedem Bewertungstag ausgegeben. Ausgabepreis ist der Anteilwert gemäß Artikel 7 des Verwaltungsreglements zuzüglich einer Verkaufsprovision zugunsten der Vertriebsstellen von bis zu 5% des Anteilwertes. Der Ausgabepreis ist innerhalb von drei Bankarbeitstagen nach dem entsprechenden Bewertungstag in Luxemburg zahlbar.

2. Die Verwaltungsgesellschaft kann nach eigenem Ermessen einen Zeichnungsantrag zurückweisen oder die Ausgabe von Anteilen zeitweilig beschränken, aussetzen oder endgültig einstellen, soweit dies im Interesse der Gesamtheit der Anteilsinhaber, zum Schutz der Verwaltungsgesellschaft, zum Schutz eines Teilfonds im Interesse der Anlagepolitik oder im Fall der Gefährdung der spezifischen Anlageziele eines Teilfonds erforderlich erscheint.

3. Zeichnungsanträge, welche bis spätestens 16.00 Uhr (Luxemburger Zeit) an einem Bewertungstag bei der Verwaltungsgesellschaft eingegangen sind, werden auf der Grundlage des Anteilwertes dieses Bewertungstages abgerechnet. Zeichnungsanträge, welche nach 16.00 Uhr (Luxemburger Zeit) eingehen, werden auf der Grundlage des Anteilwertes des nächstfolgenden Bewertungstages abgerechnet.

4. Die Anteile werden unverzüglich nach Eingang des Ausgabepreises bei der Depotbank im Auftrag der Verwaltungsgesellschaft von der Depotbank zugeteilt.

5. Die Depotbank wird auf nicht ausgeführte Zeichnungsanträge eingehende Zahlungen unverzüglich zurückzahlen.

Art. 7. Währung und Anteilwertberechnung.

1. Das Netto-Fondsvermögen des Fonds lautet auf Deutsche Mark («DM») («Referenzwährung»). Der Wert eines Anteils («Anteilwert») lautet auf die im Verkaufsprospekt festgelegte Währung, in welcher der jeweilige Teilfonds aufgelegt wird («Fondswährung»).

Der Anteilwert wird unter Aufsicht der Depotbank von der Verwaltungsgesellschaft oder einem von ihr beauftragten Dritten an jedem Tag, der zugleich Börsentag in Luxemburg und Frankfurt am Main ist («Bewertungstag»), berechnet. Die Berechnung erfolgt durch Teilung des Netto-Fondsvermögens des jeweiligen Teilfonds durch die Zahl der am Bewertungstag im Umlauf befindlichen Anteile an diesem Teilfonds.

Soweit in Jahres- und Halbjahresberichten sowie sonstigen Finanzstatistiken aufgrund gesetzlicher Vorschriften oder gemäß den Regelungen des Verwaltungsreglements Auskunft über die Situation des Fondsvermögens des Fonds insgesamt gegeben werden muß, werden die Vermögenswerte des jeweiligen Teilfonds in die Referenzwährung umgerechnet.

2. Das Netto-Fondsvermögen jedes Teilfonds wird nach folgenden Grundsätzen berechnet:

a) Anteile an Organismen für gemeinsame Anlagen werden zum letzten festgestellten und erhältlichen Anteilwert bewertet.

b) Wertpapiere, die an einer Börse amtlich notiert sind, werden zum letzten verfügbaren bezahlten Kurs bewertet.

c) Wertpapiere, die nicht an einer Börse amtlich notiert sind, die aber an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, werden zu einem Kurs bewertet, der nicht geringer als der Geldkurs und nicht höher als der Briefkurs zur Zeit der Bewertung sein darf und den die Verwaltungsgesellschaft für den bestmöglichen Kurs hält, zu dem die Wertpapiere verkauft werden können.

d) Die flüssigen Mittel werden zu ihrem Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet.

e) Falls für die unter Buchstabe a) genannten Anteile die Rücknahme zum Anteilwert ausgesetzt ist oder keine Anteilwerte festgelegt werden, oder falls die gemäß vorstehend b) und c) ermittelten Kurse nicht marktgerecht sind oder für andere als die unter b) und c) aufgeführten Vermögenswerte eine Kursfestlegung nicht erfolgt, werden diese Anteile oder Wertpapiere ebenso wie alle anderen Vermögenswerte zum jeweiligen Verkehrswert bewertet, wie ihn die Verwaltungsgesellschaft nach Treu und Glauben und allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfaren Bewertungsregeln festlegt.

d) Alle nicht auf die Fondswährung lautenden Vermögenswerte werden zum letzten Devisenmittelkurs in die Fondswährung umgerechnet.

3. Sofern für einen Teilfonds zwei Anteilklassen gemäß Artikel 5 Absatz 3 des Verwaltungsreglements eingerichtet sind, ergeben sich für die Anteilwertberechnung folgende Besonderheiten:

a) Die Anteilwertberechnung erfolgt nach den unter Absatz 1 dieses Artikels aufgeführten Kriterien für jede Anteilklasse separat.

b) Der Mittelzufluß aufgrund der Ausgabe von Anteilen erhöht den prozentualen Anteil der jeweiligen Anteilklasse am gesamten Wert des Netto-Fondsvermögens des jeweiligen Teilfonds. Der Mittelabfluß aufgrund der Rücknahme von Anteilen vermindert den prozentualen Anteil der jeweiligen Anteilklasse am gesamten Wert des Netto-Fondsvermögens des jeweiligen Teilfonds.

c) Im Fall einer Ausschüttung vermindert sich der Anteilwert der - ausschüttungsberechtigten - Anteile der Anteilklasse B um den Betrag der Ausschüttung. Damit vermindert sich zugleich der prozentuale Anteil der Anteilklasse B am gesamten Wert des Netto-Fondsvermögens des jeweiligen Teilfonds, während sich der prozentuale Anteil der - nicht ausschüttungsberechtigten - Anteilklasse A am gesamten Wert des Netto-Fondsvermögens des jeweiligen Teilfonds erhöht.

4. Die Verwaltungsgesellschaft kann für umfangreiche Rücknahmeanträge, die nicht aus den liquiden Mitteln und zulässigen Kreditaufnahmen eines Teilfonds befriedigt werden können, den Anteilwert auf der Basis der Kurse des Bewertungstages bestimmen, an welchem sie die erforderlichen Wertpapierverkäufe vornimmt; dies gilt dann auch für gleichzeitig eingereichte Zeichnungsaufträge für diesen Teilfonds.

Art. 8. Einstellung der Berechnung des Anteilwertes.

Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, die Berechnung des Anteilwertes eines Teilfonds zeitweilig einzustellen, wenn und solange Umstände vorliegen, die diese Einstellung erforderlich machen und wenn die Einstellung unter Berücksichtigung der Interessen der Anteilsinhaber gerechtfertigt ist, insbesondere in Notlagen, wenn die Verwaltungsgesellschaft über Anlagen des Teilfonds nicht verfügen kann oder es ihr unmöglich ist, den Gegenwert der Anlagekäufe oder -verkäufe frei zu transferieren oder die Berechnung des Anteilwertes ordnungsgemäß durchzuführen, insbesondere dann, wenn die Anteilwertberechnung von OGA, in welchem ein wesentlicher Teil des Fondsvermögens des betreffenden Teilfonds ist, ausgesetzt ist, oder wenn eine Börse oder ein anderer geregelter Markt, an welcher ein Vermögenswert notiert oder gehandelt wird, aus anderen Gründen als gesetzlichen oder Bankfeiertagen, geschlossen ist. Die Verwaltungsgesellschaft wird die Aussetzung beziehungsweise Wiederaufnahme der Anteilwertberechnung unverzüglich in mindestens einer Tageszeitung in den Ländern veröffentlichen, in denen die Anteile zum öffentlichen Vertrieb zugelassen sind, sowie allen Anteilsinhabern mitteilen, die Anteile zur Rücknahme angeboten haben.

Art. 9. Rücknahme und Umtausch von Anteilen.

1. Die Anteilsinhaber sind berechtigt, jederzeit die Rücknahme ihrer Anteile zum Rücknahmepreis zu verlangen. Die Rücknahme erfolgt nur an einem Bewertungstag. Rücknahmepreis ist der Anteilwert gemäß Artikel 7 des Verwaltungsreglements. Die Zahlung des Rücknahmepreises erfolgt drei Bankarbeitstage nach dem entsprechenden Bewertungstag in Luxemburg.

2. Rücknahmeanträge, welche bis spätestens 16.00 Uhr (Luxemburger Zeit) an einem Bewertungstag bei der Verwaltungsgesellschaft eingegangen sind, werden zum Anteilwert dieses Bewertungstages abgerechnet. Rücknahmeanträge, welche nach 16.00 Uhr (Luxemburger Zeit) eingehen, werden zum Anteilwert des nächstfolgenden Bewertungstages abgerechnet.

3. Die Verwaltungsgesellschaft ist nach vorheriger Genehmigung durch die Depotbank berechtigt, umfangreiche Rücknahmen, die nicht aus den flüssigen Mitteln und zulässigen Kreditaufnahmen des jeweiligen Teilfonds befriedigt werden können, erst zu tätigen, nachdem entsprechende Vermögenswerte dieses Teilfonds ohne Verzögerung verkauft wurden.

4. Die Depotbank ist nur insoweit zur Zahlung verpflichtet, als keine gesetzlichen Bestimmungen, z.B. devisenrechtliche Vorschriften oder andere von der Depotbank nicht beeinflussbare Umstände, die Überweisung des Rücknahmepreises in das Land des Antragstellers verbieten.

5. Die Verwaltungsgesellschaft kann Anteile einseitig gegen Zahlung des Rücknahmepreises zurückkaufen, soweit dies im Interesse der Gesamtheit der Anteilsinhaber oder zum Schutz der Verwaltungsgesellschaft oder des Fonds oder eines Teilfonds erforderlich erscheint.

6. Der Anteilsinhaber kann seine Anteile ganz oder teilweise in Anteile eines anderen Teilfonds oder einer anderen Anteilklasse umtauschen. Der Umtausch der Anteile erfolgt kostenlos auf der Grundlage der nächsterrechneten Anteilwerte der jeweiligen Teilfonds.

Art. 10. Rechnungsjahr und Abschlußprüfung.

1. Das Rechnungsjahr des Fonds beginnt am 1. Oktober eines jeden Jahres und endet am 30. September des darauffolgenden Jahres. Das erste Rechnungsjahr beginnt mit Gründung des Fonds und endet am 30. September 1998.

2. Der Jahresabschluß des Fonds wird von einem Wirtschaftsprüfer geprüft, der von der Verwaltungsgesellschaft ernannt wird.

Art. 11. Ausschüttungspolitik.

1. Die Verwaltungsgesellschaft kann die in einem Teilfonds erwirtschafteten Erträge an die Anteilsinhaber dieses Teilfonds ausschütten oder diese Erträge in dem jeweiligen Teilfonds thesaurieren. Dies findet Erwähnung im Verkaufsprospekt des Fonds.

2. Zur Ausschüttung können die ordentlichen Nettoerträge sowie realisierte Kursgewinne kommen. Ferner können die nicht realisierten Kursgewinne sowie sonstige Aktiva zur Ausschüttung gelangen, sofern das Netto-Fondsvermögen des Fonds insgesamt aufgrund der Ausschüttung nicht unter die Mindestgrenze gemäß Artikel 1 Absatz 7 des Verwaltungsreglements sinkt.

3. Ausschüttungen werden auf die am Ausschüttungstag ausgegebenen Anteile ausgezahlt. Ausschüttungen können ganz oder teilweise in Form von Gratisanteilen vorgenommen werden. Eventuell verbleibende Bruchteile können bar ausbezahlt werden. Erträge, die fünf Jahre nach Veröffentlichung einer Ausschüttungserklärung nicht abgefordert wurden, verfallen zugunsten des jeweiligen Teilfonds.

4. Ausschüttungsberechtigt sind im Falle der Bildung von Anteilklassen gemäß Artikel 5 des Verwaltungsreglements ausschließlich die Anteile der Anteilklasse B des jeweiligen Teilfonds.

Art. 12. Dauer und Auflösung des Fonds.

1. Der Fonds ist auf unbestimmte Zeit errichtet.

2. Unbeschadet der Regelung gemäß Absatz 1 dieses Artikels kann der Fonds jederzeit durch die Verwaltungsgesellschaft aufgelöst werden.

3. Die Auflösung des Fonds erfolgt zwingend in folgenden Fällen:

a) wenn die Depotbankbestellung gekündigt wird, ohne daß eine neue Depotbankbestellung innerhalb der gesetzlichen oder vertraglichen Fristen erfolgt;

b) wenn die Verwaltungsgesellschaft in Konkurs geht oder aus irgendeinem Grund aufgelöst wird;

c) wenn das Fondsvermögen während mehr als sechs Monaten unter einem Viertel der Mindestgrenze gemäß Artikel 1 Absatz 7 des Verwaltungsreglements bleibt;

d) in anderen, im Gesetz vom 30. März 1988 über Organismen für gemeinsame Anlagen vorgesehenen Fällen.

4. Wenn ein Tatbestand eintritt, der zur Auflösung des Fonds führt, werden die Ausgabe und die Rücknahme von Anteilen eingestellt. Die Depotbank wird den Liquidationserlös, abzüglich der Liquidationskosten und Honorare («NettoLiquidationserlös»), auf Anweisung der Verwaltungsgesellschaft oder gegebenenfalls der von derselben oder von der Depotbank ernannten Liquidatoren unter die Anteilsinhaber des Fonds nach deren Anspruch verteilen. Der Netto-Liquidationserlös, der nicht zum Abschluß des Liquidationsverfahrens von Anteilsinhabern eingezogen worden ist, wird, soweit dann gesetzlich notwendig, in Luxemburger Franken umgerechnet und von der Depotbank nach Abschluß des Liquidationsverfahrens für Rechnung der Anteilsinhaber bei der Caisse des Consignations in Luxemburg hinterlegt, wo dieser Betrag verfällt, wenn er nicht innerhalb der gesetzlichen Frist dort angefordert wird.

5. Weder die Anteilsinhaber noch deren Erben, Gläubiger oder Rechtsnachfolger können die Auflösung oder die Teilung des Fonds oder eines Teilfonds beantragen.

Art. 13. Kosten.

1. Dem Fondsvermögen können folgende Kosten belastet werden:

a) ein jährliches Entgelt zugunsten der Verwaltungsgesellschaft von bis zu 1,6% p.a., dessen Höhe für den jeweiligen Teilfonds im Verkaufsprospekt bestimmt wird, dessen Berechnung auf der Grundlage des Netto-Fondsvermögens des jeweiligen Teilfonds an jedem Bewertungstag erfolgt und das monatlich zahlbar ist.

b) ein jährliches Entgelt zugunsten der Depotbank in Höhe von bis zu 0,1% p.a., mindestens jedoch DM 20.000,- pro Jahr. Die Berechnung des Entgeltes der Depotbank erfolgt auf der Grundlage des Netto-Fondsvermögens des jeweiligen Teilfonds an jedem Bewertungstag. Das Entgelt der Depotbank ist monatlich zahlbar.

c) Steuern und ähnliche Abgaben, die auf das Fondsvermögen des Fonds insgesamt oder eines Teilfonds, dessen Einkommen oder die Auslagen des Fonds oder des jeweiligen Teilfonds erhoben werden;

d) Kosten für Rechtsberatung, die der Verwaltungsgesellschaft oder der Depotbank entstehen, wenn sie im Interesse der Anteilsinhaber, des Fonds insgesamt oder eines Teilfonds handeln;

e) die Honorare des Wirtschaftsprüfers;

f) Kosten für die Erstellung von Anteilzertifikaten und Ertragsscheinen;

g) Kosten für die Einlösung von Ertragsscheinen;

h) Kosten der Erstellung sowie der Hinterlegung und Veröffentlichung des Verwaltungsreglements sowie anderer Dokumente, wie z.B. des Verkaufsprospekts, einschließlich Kosten der Anmeldungen zur Registrierung, oder der schriftlichen Erläuterungen bei sämtlichen Registrierungsbehörden und Börsen (einschließlich örtlichen Wertpapierhändlervereinigungen), welche im Zusammenhang mit dem Fonds oder dem Vertrieb der Anteile vorgenommen werden müssen;

i) Druck- und Vertriebskosten der Jahres- und Halbjahresberichte für die Anteilsinhaber in allen notwendigen Sprachen, sowie Druck- und Vertriebskosten von sämtlichen weiteren Berichten und Dokumenten, welche gemäß den anwendbaren Gesetzen oder Verordnungen der genannten Behörden notwendig sind;

j) Kosten der für die Anteilsinhaber bestimmten Veröffentlichungen;

k) ein angemessener Anteil an den Kosten für die Werbung und an solchen, welche direkt im Zusammenhang mit dem Anbieten und Verkauf von Anteilen anfallen;

l) sämtliche Kosten im Zusammenhang mit dem Erwerb und der Veräußerung von Vermögenswerten. Soweit Anteile an OGA erworben werden, die von einer Gesellschaft derselben Konzerngruppe, welcher auch die Verwaltungsgesellschaft angehört, aufgelegt und/oder verwaltet werden, werden dem Fondsvermögen des jeweiligen Teilfonds keine Kosten im Zusammenhang mit dem Erwerb oder der Rückgabe solcher Anteile, belastet. Solche Kosten können allerdings anfallen, sofern die Anlage in anderen OGA als den vorbeschriebenen erfolgt und so zu einer mehrfachen Belastung mit Kosten gleicher Art führen.

2. Sämtliche Kosten werden zunächst dem laufenden Einkommen, dann den Kapitalgewinnen und zuletzt dem Fondsvermögen angerechnet.

3. Das Vermögen des Fonds haftet insgesamt für alle vom Fonds zu tragenden Kosten. Jedoch werden diese Kosten einem einzelnen Teilfonds gesondert berechnet, soweit sie ihn allein betreffen; im übrigen werden diese Kosten den einzelnen Teilfonds im Verhältnis ihres Netto-Fondsvermögens anteilig belastet.

4. Die Gründungskosten werden im Fondsvermögen der bei Gründung bestehenden Teilfonds über einen Zeitraum von höchstens fünf Jahren in gleichen Raten abgeschrieben. Die Aufteilung der Gründungskosten auf die jeweiligen Teilfondsvermögen erfolgt pro rata nach billigem Ermessen durch die Verwaltungsgesellschaft. Kosten im Zusammenhang mit der Auflegung weiterer Teilfonds werden in dem jeweiligen Teilfondsvermögen, welchem sie zuzurechnen sind, in gleichen Raten über einen Zeitraum von höchstens fünf Jahren abgeschrieben.

Art. 14. Verjährung und Vorlegungsfrist.

Forderungen der Anteilhaber gegen die Verwaltungsgesellschaft oder die Depotbank können nach Ablauf von fünf Jahren nach Entstehung des Anspruchs nicht mehr gerichtlich geltend gemacht werden; davon unberührt bleibt die in Artikel 12 Absatz 4 des Verwaltungsreglements enthaltene Regelung.

Art. 15. Änderungen.

Die Verwaltungsgesellschaft kann das Verwaltungsreglement mit Zustimmung der Depotbank jederzeit ganz oder teilweise ändern.

Art. 16. Veröffentlichungen.

1. Die erstmals gültige Fassung des Verwaltungsreglements sowie Änderungen desselben werden beim Handelsregister des Bezirksgerichts Luxemburg hinterlegt und im «Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations», dem Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg («Mémorial»), veröffentlicht.

2. Ausgabe- und Rücknahmepreise können bei der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank und jeder Zahlstelle erfragt werden.

3. Die Verwaltungsgesellschaft erstellt für den Fonds einen Verkaufsprospekt, einen geprüften Jahresbericht sowie einen Halbjahresbericht entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen des Großherzogtums Luxemburg.

4. Die unter Absatz 3 dieses Artikels aufgeführten Unterlagen des Fonds sind für die Anteilhaber am Sitz der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank und jeder Zahlstelle erhältlich.

5. Die Auflösung des Fonds gemäß Artikel 12 des Verwaltungsreglements wird entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen von der Verwaltungsgesellschaft im Mémorial und in mindestens drei überregionalen Tageszeitungen, von denen eine eine Luxemburger Zeitung ist, veröffentlicht.

Art. 17. Anwendbares Recht, Gerichtsstand und Vertragssprache.

1. Das Verwaltungsreglement unterliegt Luxemburger Recht. Insbesondere gelten in Ergänzung zu den Regelungen des Verwaltungsreglements die Vorschriften des Gesetzes vom 30. März 1988 über Organismen für gemeinsame Anlagen. Gleiches gilt für die Rechtsbeziehungen zwischen den Anteilhabern, der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank.

2. Jeder Rechtsstreit zwischen Anteilhabern, der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank unterliegt der Gerichtsbarkeit des zuständigen Gerichts im Gerichtsbezirk Luxemburg im Großherzogtum Luxemburg. Die Verwaltungsgesellschaft und die Depotbank sind berechtigt, sich selbst und den Fonds der Gerichtsbarkeit und dem Recht eines jeden Landes zu unterwerfen, in welchem Anteile vertrieben werden, soweit es sich um Ansprüche der Anleger handelt, die in dem betreffenden Land ansässig sind, und im Hinblick auf Angelegenheiten, die sich auf den Fonds beziehen.

3. Der deutsche Wortlaut des Verwaltungsreglements ist maßgeblich.

Art. 18. Inkrafttreten.

Das Verwaltungsreglement und jegliche Änderung desselben treten am Tag der Unterzeichnung in Kraft, sofern nichts anderes bestimmt ist.

Luxemburg, den 4. September 1997.

Für die Verwaltungsgesellschaft
Unterschriften

Für die Depotbank
Unterschriften

Enregistré à Luxembourg, le 16 septembre 1997, vol. 497, fol. 59, case 1. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(34034/250/436) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 1997.

LOCALEASE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8552 Oberpallen, 17, Chemin de l'Eglise.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-sept, le seize septembre.

A comparu devant le soussigné Maître Camille Mines, notaire à Redange-sur-Attert:

1) Monsieur Eric Domb, administrateur de sociétés, demeurant à B-1050 Bruxelles, rue Emile Bouilliot, 50, agissant tant en sa qualité d'actionnaire de la société LOCALEASE S.A., avec siège à Arsdorf, 25, rue du Lac, constituée par acte de Maître Henri Beck, notaire de résidence à Echternach en date du 23 juillet 1990, publié au Mémorial C n° 21 du 24 janvier 1991, page 981, qu'en sa qualité de fondé de pouvoir de:

- Monsieur Marc Geerts, employé comptable, demeurant à B-1083 Bruxelles, avenue Van Overbeke, 206/53 en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Bruxelles le 8 septembre 1997, et de

- la société MONTALET HOLDINGS, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée par Monsieur Jean Bodoni et Monsieur Guy Kettmann, agissant en leur qualité d'administrateurs de ladite société, à Luxembourg le 5 septembre 1997.

Ceci exposé, le comparant agissant comme susdit et représentant toutes les deux cents actions souscrites de la société, après avoir déclaré renoncer pour lui-même et ses mandants à toute forme de convocation supplémentaire, tous déclarant avoir eu connaissance à l'avance de l'ordre du jour, s'est constitué en assemblée générale extraordinaire de LOCALEASE S.A. et il a prié le notaire d'acter les résolutions suivantes:

1) Le siège de la société est transféré à L-8552 Oberpallen, 17, Chemin de l'Eglise.

2) La première phrase de l'article 4 des statuts sera modifié en conséquence comme suit:

«**Art. 4.** Le siège social est établi à Oberpallen.»

3) Le mandat des administrateurs:

a) Monsieur Eric Domb, administrateur de sociétés, demeurant à B-1050 Bruxelles, rue Emile Bouilliot, 50,

b) Madame Frédérique Van Caillie, épouse de Monsieur Eric Domb, sans état, demeurant à B-1050 Bruxelles, rue Emile Bouilliot, 50,

c) Monsieur Marc Geerts, comptable, demeurant à B-1083 Bruxelles, avenue Van Overbeke, 206/53.
est reconduit pour une durée de six ans.

4) L'assemblée réitère l'autorisation au Conseil d'Administration de nommer Monsieur Eric Domb administrateur-délégué avec pouvoir de signature individuelle pour tous les actes de gestion courante.

5) Est nommée commissaire aux comptes pour une durée de six ans:

La FIDUCIAIRE PLETSCHETTE, 36, rue Emile Mayrisch à L-4240 Esch-sur-Alzette.

6) L'assemblée ratifie tous les actes passés par le Conseil d'Administration depuis l'assemblée générale ordinaire de l'exercice 1996 à ce jour.

7) L'assemblée autorise le Conseil à vendre l'immeuble inscrit au cadastre de la Commune de Rambrouch, ancienne commune d'Arsdorf, section A d'Arsdorf, sous le numéro 125/4681 «Arsdorf», maison, place, contenant 11 ares 75 centiares et pré contenant 40 ares pour le prix de LUF 15.500.000,- (quinze millions cinq cent mille francs).

8) Pleins pouvoirs sont donnés à Monsieur Eric Domb de réaliser la vente prédécrite, d'y engager la société sous sa signature individuelle, de signer seul tous actes notariés à cet effet, d'en accepter le prix de vente et d'en donner bonne et valable quittance, de renoncer au nom de la société au privilège du vendeur et à l'action résolutoire, d'employer le prix de vente prioritairement à la mainlevée de toutes hypothèques grevant l'immeuble prédécrit, et en général faire tout ce qui est nécessaire afin de réaliser la vente ainsi autorisée.

Dont acte, passé et signé à Luxembourg, à la date mentionnée en tête des présentes,

Et après lecture faite de tout ce qui précède au comparant, connu du notaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec le notaire la présente minute.

Enregistré à Redange-sur-Attert, le 17 septembre 1997, vol. 396, fol. 55, case 7. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): Signature.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange, le 17 septembre 1997.

C. Mines.

(91758/225/46) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 19 septembre 1997.

AUSTRALIA / NEW ZEALAND FUND, Fonds Commun de Placement.

MANAGEMENT REGULATIONS

A. General Part

1. The Fund

AUSTRALIA / NEW ZEALAND FUND (the «Fund») is a mutual investment fund («fonds commun de placement») organised under the Luxembourg law of 19th July, 1991 on undertakings for collective investment the securities of which are not intended to be placed with the public.

The Fund has adopted an «umbrella» structure. Its capital is divided into classes of units of the Fund («Units») relating to different portfolios of assets having specific investment objectives (each designated as a «Portfolio») as these will be specifically described in the specific part of these Management Regulations (the «Specific Part»). Although each Portfolio will be treated as bearing its own liabilities, the Fund as a whole will remain liable to third parties, subject to any agreements to the contrary as may be entered into with the parties concerned.

The Fund constitutes an unincorporated co-proprietorship of its assets, managed in the interest of its owner or co-owners («Unitholder» or «Unitholders») by BTM LUX MANAGEMENT S.A. (the «Management Company») a company incorporated under the laws of Luxembourg having its registered office in Luxembourg. The assets of the Fund which are held in custody by BANK OF TOKYO - MITSUBISHI (LUXEMBOURG) S.A. are segregated from those of the Management Company and those of other funds (if any) managed by the Management Company.

By the acquisition of Units any Unitholder fully accepts these Management Regulations which determine the contractual relationship between the Unitholders, the Management Company and the Custodian.

2. The Management Company

The Fund is managed on behalf of the Unitholders by the Management Company which has its registered office in Luxembourg.

The Management Company is vested with the broadest powers to administer and manage the Fund, on behalf of the Unitholder(s), subject to the restrictions set forth in Clause 5 of this General Part, including but not limited to, the purchase, sale, subscription, exchange and receipt of securities and the exercise of all rights attached directly or indirectly to the assets of the Fund.

The Board of Directors of the Management Company shall determine the investment policy of the Fund and any Portfolio thereof within the objectives set forth in Clause 4 of this General Part and in the Specific Part, subject to the restrictions set forth in Clause 5 of this General Part.

The Board of Directors of the Management Company may appoint a general manager or managers and/or administrative agents to implement the investment policy and administer and manage the assets of the Fund and any Portfolio thereof.

The Management Company is entitled to receive from the Fund for its own services a fee expressed as a percentage of the average quarterly Net Asset Value of the relevant Portfolio as more fully described in the Fund's prospectus from time to time. This fee accrues quarterly and is payable in arrears at the end of each quarter.

The Management Company may, at the Fund's expense, obtain investment information, asset management, advisory and other services.

The Management Company may appoint one or more investment managers (an «Investment Manager») as its asset manager for the Fund or for one or several Portfolios as will be described in the Specific Part and in the Fund's prospectus from time to time. The Investment Manager will in such respect render discretionary asset management services on all matters in relation to the respective markets of investment of the Fund and/or Portfolio or Portfolios concerned.

An Investment Manager may appoint agents to assist in the discretionary asset management of the Fund and/or Portfolio or Portfolios, subject to such limitations as may be imposed on an Investment Manager by the Management Company.

An Investment Manager is entitled to a fixed fee expressed as a percentage of the average quarterly Net Asset Value of the Portfolio concerned, payable out of the assets of the Fund. This fee accrues quarterly and is payable in arrears at the end of each quarter. An agent of an Investment Manager will be paid by the Manager out of the Investment Manager's fees.

The Management Company may appoint one or more securities companies (a «Securities Company») as will be described in the Fund's prospectus from time to time. The Securities Company is entitled to a remuneration as will be described in the Fund's prospectus from time to time.

3. The Custodian

The Management Company shall appoint a custodian (the «Custodian»). BANK OF TOKYO-MITSUBISHI (LUXEMBOURG) S. A., a corporation organised under the laws of Luxembourg with its registered office in Luxembourg, has been appointed Custodian.

The Custodian's appointment may be terminated at any time either by the Management Company or the Custodian upon 90 days written notice delivered by one party to the other.

Termination is however subject to the condition that a new custodian is appointed within 2 months of the termination as aforesaid to assume the responsibility and functions of the Custodian under these Management Regulations and, further, that the appointment of the Custodian shall continue thereafter for such period as may be necessary in order to transfer all assets of the Fund to the new custodian.

The Custodian shall assume its functions and responsibilities in accordance with Luxembourg law.

All cash and securities constituting the assets in the Fund shall be held by the Custodian on behalf of the Unitholders of any Portfolio of the Fund. The Custodian may entrust correspondent banks and financial institutions with the custody of such assets. The Custodian may hold securities in fungible and non-fungible accounts with such clearing houses as the Custodian may determine. It will have the normal duties of a bank with respect to the Fund's deposits of cash and securities at the Custodian. The Custodian may only dispose of the assets of the Fund and make payments to third parties on behalf of the Fund and, where applicable, any Portfolio on receipt of instructions from the Management Company or its appointed agents, provided such instructions conform with the Management Regulations and the provisions of law.

Upon receipt of instructions from the Management Company, the Custodian will perform all acts of disposal with respect to the assets of the Fund.

The Custodian is entitled to such fees as will be determined from time to time by agreement between the Management Company and the Custodian.

BANK OF TOKYO-MITSUBISHI (LUXEMBOURG) S.A. also acts as the Domiciliary-, Administration-, Registrar and Transfer Agent of the Fund.

4. Investment Objectives and Policy

The Fund's primary investment objective in respect of a Portfolio is such as described in the Specific Part of these Management Regulations which shall have to be read in conjunction with this General Part of these Management Regulations, the General Part and the Specific Part forming together the Management Regulations.

In order to protect its assets, the Fund may engage in forward currency exchange and financial futures and options transactions. The Fund may carry out forward foreign exchange transactions and other hedging operations for the purpose of hedging against fluctuations in foreign exchange rates (including hedging against fluctuations against the domestic currency of the majority of the Unitholders of the Fund) subject to the investment restrictions set out hereafter.

5. Investment Restrictions and Guidelines - Investment Techniques and Instruments

5.1 Investment Restrictions and Guidelines

By acquiring Units in the Fund, every Unitholder approves and fully accepts that the Management Regulations shall govern the relationship between the Unitholders, the Management Company and the Custodian.

Subject to the approval of the Custodian, these Management Regulations may be amended at any time, in whole or in part.

Notice of any amendments to these Management Regulations will be sent to the Unitholders.

Amendments will become effective as provided in Article 16 hereafter.

The Management Regulations determine the restrictions and guidelines which the Management Company shall comply with in managing the assets of any Portfolio, unless otherwise specifically provided. Such restrictions are the following:

(1) The Management Company may not, on behalf of a Portfolio, invest in the securities of any one issuer, if the value of the holdings of a Portfolio in the securities of such issuer exceeds 20% of the Portfolio's total net assets.

(2) The Management Company may not, on behalf of a Portfolio, invest in the securities of any single issuer if a Portfolio owns more than 20% of the securities of the same kind issued by such issuer.

If the percentages set forth under (1) and (2) above are exceeded as a consequence of the exercise of rights attached to securities in a Portfolio or otherwise than by the purchase of securities, the Management Company must adopt as its objective, in its selling transactions, the regularization of the position of the Portfolio as soon as the Management Company considers it to be in the best interest of the Unitholders.

The percentages set forth under (1) and (2) above shall not apply to securities issued or guaranteed by any government or any local authority of or within a country that is a member country of the OECD or any international institution of which one or more such countries are members, provided a sufficient spreading of risk among investments is achieved.

(3) The Management Company may not, on behalf of any Portfolio, invest in securities which are not traded on an official stock exchange or on a regulated market offering comparable guarantees or other market which operates regularly and which is acceptable to the Management Company.

(4) The Management Company may not, on behalf of any Portfolio, borrow amounts in excess of 25% of the total net assets of any Portfolio.

(5) The Management Company may not, on behalf of any Portfolio, grant loans or act as guarantor for third parties.

(6) The Management Company may not, on behalf of any Portfolio, make investments for the purpose of exercising control or management.

(7) The Management Company may not, on behalf of any Portfolio, purchase or sell real estate, except that it may invest in securities secured by real estate or interests therein or issued by companies which invest in real estate or interests therein.

(8) The Management Company may not, on behalf of any Portfolio, purchase or sell commodities or commodity contracts; and

(9) The Management Company may not, on behalf of any Portfolio, make loans to other persons, provided that the lending of securities permitted by applicable laws and regulations, the acquisition of governmental securities, short-term corporate debt instruments, repurchase agreements and reverse repurchase agreements shall not be deemed to be the making of a loan for this purpose.

5.2 Investment Techniques and Instruments

(1) The Management Company on behalf of the Fund may, in respect of any Portfolio, under the conditions and within the limits laid down by law, regulation and administrative practice unless otherwise provided in the Specific Part applicable to the Portfolio concerned, employ techniques and instruments relating to transferable securities, provided that such techniques and instruments are used for the purpose of efficient portfolio management.

With respect to options on securities the Management Company may not:

i) invest in put or call options on securities, unless:

(a) such options are listed on a stock exchange or dealt in on a regulated market or over-the-counter with broker-dealers who make markets in these options and who are first class financial institutions with a high rating specialising in these types of transactions and who are participants in the over-the-counter market; and

(b) the acquisition of such options does not exceed, in terms of premiums together with the total of the premiums paid to acquire call and put options on financial instruments as referred to under (3) (iii), 15 % of the total net assets of the relevant Portfolio;

ii) the Management Company may not sell call options on securities:

(a) Unless, at the time of selling call options on securities, the Fund holds either the underlying securities or equivalent call options or other instruments which may be used to adequately cover the liabilities arising therefrom, such as warrants. The securities underlying to said call options sold may not be realised as long as the options thereon shall not have expired, unless these are covered by matching options or by other instruments which may be used to this effect. The same applies to matching call options or other instruments held by the Fund, if it does not hold the underlying securities at the time of selling relevant options;

(b) If the Fund sells call options relating to securities which it does not hold at the time of entering into such transaction, the exercise price of all such options sold may not exceed 25% of the net assets of any Portfolio and the relevant Portfolio must at all times be able to procure the covering of the positions entered into by virtue of such sales.

(iii) When a put option is sold, the Fund must be covered for the full duration of the option contract by liquid resources sufficient to pay for the securities deliverable to it on the exercise of the option by the counterparty.

(2) The Management Company may, on behalf of any Portfolio, for the purpose of hedging, enter into transactions on forward currency contracts or write call options and purchase put options on currencies, provided however that:

(i) these transactions may only be made in respect of contracts and options which are traded on a regulated market operating regularly, which is recognised and open to the public, except that the Management Company may also, on behalf of any Portfolio, enter into forward sales of currencies or exchange currencies on the basis of private agreements with first class financial institutions specialised in this type of transactions;

(ii) the net forward, exchange and option transactions made on behalf of a Portfolio in one currency may, in principle, not exceed the valuation of the aggregate assets denominated in that currency, provided however that the Management Company may, on behalf of any Portfolio, purchase the currency concerned through a cross transaction should the cost thereof be more advantageous to the Fund.

(3) The Management Company may not deal, on behalf of any Portfolio, in financial futures and options on financial instruments, except that:

(i) for the purpose of hedging the risk of the fluctuation of the value of its portfolio securities, a Portfolio may have outstanding commitments in respect of financial futures sales contracts and option contracts not exceeding the corresponding risk of fluctuation of the value of the corresponding portion of its portfolio;

(ii) for the purpose of efficient portfolio management the Fund may enter into financial futures purchase contracts and option contracts in order to facilitate changes in the allocation of a Portfolio's assets between markets or in anticipation of or in a significant market sector advance, provided that sufficient cash, short dated debt securities or instruments (other than the liquid assets which might have to be held by the Fund for any Portfolio pursuant to paragraph (1) (iii) above), or securities to be disposed of at a predetermined value exist, to match the underlying exposure of any such futures positions;

(iii) for purposes other than hedging the Fund may, beside option contracts on transferable instruments and contracts on currencies, buy and sell futures contracts and option contracts on any type of financial instrument provided that the total commitment arising on these purchase and sale transactions together with the total commitment arising on the sale of call and put options on transferable securities at no time exceeds the net asset value of the relevant Portfolio. The writing of call options on transferable securities for which the Fund has adequate coverage being not considered for the calculation of the total commitment referred to above.

The Management Company may, on behalf of any Portfolio, enter into the transactions referred to under paragraph (3) above only if these transactions relate to contracts which are traded on a regulated market operating regularly, which is recognised and open to the public, or, in case of options over-the-counter with broker-dealers who make markets in these options and who are First class financial institutions with a high rating specialising in these types of transactions and who are participants in the over-the-counter market.

(4) Repurchase Agreements

Each Portfolio may invest in securities subject to Repurchase Agreements concluded with high quality counterparties specialized in this type of transactions. Under such agreements, the seller agrees with the Portfolio, upon entering into the contract, to repurchase the securities at a mutually agreed upon time and price, thereby determining the yield during the time of the agreement. This investment technique permits the Portfolio to earn a fixed rate of return isolated from market fluctuations during such period. During the lifetime of a repurchase agreement, the Fund may not sell the securities which are the object of the agreement either before the repurchase of the securities by the counterparty has been carried out or before the repurchase period has expired.

(5) Lending of Portfolio Securities

The Management Company may, on behalf of the Fund, lend portfolio securities of each Portfolio to third persons (for not more than 30 days and not in excess of 50% of the aggregate market value of the securities of a Portfolio) through a standardised securities lending system organised by EUROCLEAR, CEDEL BANK or other recognised clearing institutions or through a first class financial institution and will receive through such clearance agency collateral in cash or securities issued or guaranteed by a governmental entity of the OECD, or by their local authorities or by supranational institutions. Such collateral will be maintained at all times in an amount equal to at least 100% of the total valuation of the securities, and for the duration of the loan.

6. Issue of Units and Restrictions on Ownership and Transfer of Units

The Management Company on behalf of the Fund issues Units of such classes as described in the Specific Part. Additional Portfolios may be added at any time by decision of the Management Company and the Custodian, and by completing the Specific Part of these Management Regulations.

Units of the Fund and of any Portfolio thereof shall be issued by the Management Company, provided that payment is made to the Custodian within such period not exceeding five bank business days in Luxembourg as the Management Company may from time to time determine. Certificates or confirmations shall be delivered by the Management Company provided payment has been received by the Custodian.

The Fund has been organised under the Luxembourg law of 19th July, 1991 on undertakings for collective investment the securities of which are not intended to be placed with the public (the «Law»).

Consequently, the sale of Fund Units and of any Portfolio is restricted to institutional investors. The Management Company will not accept to issue Units to persons or companies who may not be considered as institutional investors for the purpose of the Law. Further, the Management Company will not give effect to any transfer of Units which would result in a non-institutional investor becoming a Unitholder in the Fund.

The Management Company may, at its full discretion, refuse the issue or the transfer of Units, if there is not sufficient evidence that the person or company to which the Units are sold or transferred is an institutional investor for the purpose of the Law.

In considering the qualification of a subscriber or a transferee as an institutional investor, the Management Company will have due regard to the existing guidelines or recommendations of the competent supervisory authorities.

Institutional investors subscribing in their own name but on behalf of a third party must certify to the Management Company that such subscription is made on behalf of an institutional investor as aforesaid and the Management Company may require, at its sole discretion, evidence that the beneficial owner of the Units is an institutional investor.

The Management Company shall, with respect to the issuing of Units, comply with the laws and regulations of the countries where Units are offered. The Management Company may, at its discretion, discontinue temporarily, cease definitely or limit the issue of Units at any time to persons or corporate bodies resident or established in certain countries or territories. The Management Company may also prohibit certain persons or corporate bodies from acquiring Units, if such a measure is necessary for the protection of the Unitholders as a whole and the Fund.

The Management Company may:

- reject at its discretion any application for Units;
- redeem at any time the units held by Unitholders who are excluded from purchasing or holding units.

Units may not be transferred to any person or any entity without the prior consent of the Management Company and the Custodian, which consent can only be withheld in the circumstances described above, in the circumstances described in the following paragraph or in any other circumstances where any such transfer would be detrimental to the Fund or its unitholders.

Neither the Management Company nor the Custodian shall give its prior consent to the transfer of Units if, as a result of such transfer the number of holders (including beneficial owners, but excluding non-residents of Japan as defined by Item 6, Paragraph 1 of Article 6 of Foreign Exchange and Foreign Trade Control Law of Japan, Law No. 228, 1949) of Units (including newly issued Units which are of same kind with those of the Fund as defined under Article 1-6 of the Enforcement Order of the Securities and Exchange Law of Japan, and which were issued within 6 months before the date of issue of the Units) will become 50 or more.

In case where the transferees are residents of Japan, if the Units are registered in the name of a nominee, for the purpose of ascertaining if the transfer of Units can be made in accordance with the restrictions set forth in the preceding paragraph, and/or if the transferees are residents of Japan, the Management Company and/or the Custodian may rely on a confirmation statement made by such nominee on the matter referred to in the preceding paragraph.

7. Issue Price

Units in the Fund will during an initial subscription period and thereafter, be offered as described in the Specific Part.

Following an initial offering period the issue price per Unit in any Portfolio will be the Net Asset Value per Unit of the relevant Portfolio as determined (unless otherwise provided in respect of a given Portfolio or Portfolios in the Specific Part) on the next Valuation Day of the Portfolio concerned following receipt of the application for purchase of Units, provided that such application is received prior to a time specified in the Specific Part in respect of each Portfolio five (5) bank business days in Luxembourg prior to the relevant Valuation Day. Applications received after such specified time will be treated as having been received on the next following bank business day in Luxembourg.

Payment of the issue price together with (if applicable) a sales charge (which sales charge may be reallocated by the Management Company to institutions or agents involved in the placement of Units) shall be made in the currency of the respective Portfolio as specified in the Specific Part, within five (5) bank business days in Luxembourg after the day when the application is accepted (unless otherwise provided with respect to a given Portfolio or Portfolios in the Specific Part).

8. Form of Units and Certificates

The Management Company shall issue Units in registered form only. Each certificate (if issued) shall carry the signatures of the Management Company and the Custodian, both of which may be in facsimile. If a Unitholder chooses not to receive certificates, a notice confirming his unitholding shall be issued instead.

The Management Company, may, in the interest of the Unitholders, subdivide or consolidate the Units of each Portfolio. Certificates or (if issued) confirmation statements will, in principle, be sent to subscribers within seven (7) bank business days in Luxembourg from the date of subscription and payment of the subscription price (unless otherwise provided in the Specific Part).

9. Conversion of Units

Unitholders are entitled (unless otherwise provided in respect of a given Portfolio or Portfolios in the Specific Part) to apply in writing to the Management Company for the conversion of the whole or part of their holding of Units into Units of another Portfolio.

The basis of conversion will in such case relate to the respective Net Asset Values per Unit of the Portfolios concerned determined (unless otherwise provided in respect of a given Portfolio or Portfolios in the Specific Part) on the Valuation Day next following receipt and acceptance by the Management Company on behalf of the Fund of a conversion request, provided that the relevant request is received (with all necessary supporting documentation) five (5) bank business days in Luxembourg prior to the relevant Valuation Day and prior to the time specified in the respective section of the Specific Part. Conversion requests received after such specified time will be treated as having been received on the next following bank business day in Luxembourg.

Conversion may, unless otherwise provided in the Fund and/or the General Part or a Specific Part of the Prospectus, be made by investors free of charge.

Requests for conversions, once made, may not be withdrawn, except in the event of a suspension or deferral of the right to redeem Units of the Portfolio from which the conversion is to be made or deferral of the right to purchase Units of the Portfolio into which conversion is being made.

The proceeds of Units which are converted will be reinvested in Units relating to the Portfolio into which conversion is being made.

All conversions will be acknowledged by a contract note, confirming details of the conversion.

Certificates, if requested, will normally be dispatched by the Administration Agent within fourteen (14) bank business days in Luxembourg after the relevant Valuation Day.

The Management Company or the Administration Agent on its behalf is required to determine the number of Units of the Portfolio into which the investor wishes to convert his existing Units in accordance with the following formula:

$$A = \frac{(B \times C \times E) - F}{D}$$

Where:

A is the number of Units relating to the new Portfolio to which the investor shall become entitled;

B is the number of Units relating to the former Portfolio specified in the conversion notice, which the investor has requested to be converted;

C is the Net Asset Value of a Unit relating to the former Portfolio;

D is the Net Asset Value of a Unit relating to the new Portfolio;

E is the currency conversion rate representing the effective rate of exchange applicable to the transfer of assets between the relevant Portfolios;

F is the conversion charge (if any) not in excess of one (1) per cent of the applicable Net Asset Value per Unit of the Portfolio from which a conversion is made.

10. Net Asset Value Determination of Units

The net asset value (the «Net Asset Value»), the issue prices, the conversion prices, and the redemption prices of the Units of each Portfolio, expressed in the currency of the Portfolio concerned, will be determined by the Management Company on the bank business day or days in Luxembourg (a «Valuation Day») specified in the respective section or sections of the Specific Part in respect of the Portfolio or Portfolios of the Fund or the next following bank business day in Luxembourg if such day is not a bank business day or days in Luxembourg, by dividing the value of the assets allocated to the relevant Portfolio less the liabilities allocated to the relevant Portfolio (including any provisions considered by the Management Company to be necessary or prudent calculated on an accrual basis) by the total number of Units of the relevant Portfolio outstanding as at the close of business in Luxembourg on the same bank business day. In case of determination of the issue price, a sales charge (if any) calculated as a percentage (determined in respect of a given Portfolio or Portfolios in the Specific Part) of the applicable Net Asset Value (as further described in the Specific Part) will be added to the amount calculated according to the rules explained in the preceding sentence. To the extent feasible, investment income, interest payable, fees and other liabilities (including management fees) will be accrued monthly.

The assets of any Portfolio of the Fund shall be deemed to include:

(i) all cash in hand or receivable or on deposit, including accrued interest;

(ii) all bills and notes payable on demand and any amounts due (including the proceeds of securities sold but not yet collected);

(iii) all securities, units, bonds, debentures, options or subscription rights and any other investments and securities belonging to the Fund;

(iv) all dividends and distributions due to the Fund in cash or in kind to the extent known to the Fund, provided that the Fund may adjust the valuation for fluctuations in the market value of securities due to trading practices such as trading ex-dividend or ex-rights;

(v) all accrued interest on any interest bearing securities held by the Fund except to the extent such interest is comprised in the principal thereof;

(vi) the preliminary expenses of the Fund insofar as the same have not been written off; and

(vii) all other permitted assets of any kind and nature including prepaid expenses.

The assets of any Portfolio of the Fund will be valued as follows:

(a) securities listed on a stock exchange or traded on any other regulated market will be valued at the last available price on such stock exchange or market. If a security is listed on several stock exchanges or markets, the last available price at the stock exchange or market which constitutes the main market for such securities, will be determining;

(b) securities not listed on any stock exchange or traded on a regulated market will be valued at their last available market price;

(c) securities for which the price referred to in (a) and/or (b) is not representative of the fair market value, will be valued prudently, and in good faith on the basis of their reasonably foreseeable sale price;

(d) cash and other liquid assets will be valued at their face value with interest accrued to the end of the preceding day.

In the event that extraordinary circumstances render such a valuation impracticable or inadequate, the Management Company is authorized, prudently and in good faith, to follow other rules in order to achieve a fair valuation of the assets of the Fund.

The liabilities of the Fund shall be deemed to include:

(i) all borrowings, bills and other amounts due;

(ii) all administrative expenses due or accrued including the costs of its constitution and registration with regulatory authorities, as well as legal, audit, management, advisory, custodial, paying agency and corporate and administration agency fees and expenses, the costs of legal publications, prospectuses, financial reports and other documents made available to Unitholders, translation expenses and generally any other expenses arising from the administration of the Fund;

(iii) all known liabilities, due or not yet due including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of all dividends declared but not cashed which therefore remain unpaid until the day these dividends revert to the Fund by prescription;

(iv) an appropriate amount set aside for taxes due on the date of the valuation and any other provisions or reserves authorised and approved by the Management Company; and

(v) any other liabilities of the Fund of whatever kind towards third parties.

11. Suspension of the Calculation of the Net Asset Value

The Management Company may temporarily suspend the determination of the Net Asset Value of each Portfolio and in consequence the issue, when applicable the conversion and the redemption of Units in any of the following events:

when one or more stock exchanges or markets which provide the basis for valuing a substantial portion of the assets of the relevant Portfolio, or when one or more foreign exchange markets in the currency in which a substantial portion of the assets of the relevant Portfolio are denominated, are closed otherwise than for ordinary holidays or if dealings therein are restricted or suspended;

when, as a result of political, economic, military or monetary events or any circumstances outside the responsibility and the control of the Management Company, disposal of the assets of the relevant Portfolio is not reasonably or normally practicable without being seriously detrimental to the interests of the Unitholders;

in the case of a breakdown in the normal means of communication used for the valuation of any investment of the relevant Portfolio or if, for any reason the value of any assets of the relevant Portfolio may not be determined as rapidly and accurately as required;

if, as a result of exchange restrictions or other restrictions affecting the transfer of funds, transactions on behalf of the relevant Portfolio are rendered impracticable or if purchases and sales of the relevant Portfolio's assets cannot be effected at normal rates of exchange.

Any such suspension will be notified to those Unitholders who have applied for redemption.

12. Redemption of Units

Unitholders may request redemption of their Units.

Units will be redeemed at the request of a Unitholder at a price representing their Net Asset Value calculated (unless otherwise provided in respect of a given Portfolio or Portfolios in the Specific Part) on the Valuation Day of the Portfolio or Portfolios concerned next following receipt and acceptance of a written request by the Management Company, provided that the relevant request is received (with, all necessary supporting documentation) not later than the time specified in the Specific Part, at least five (5) bank business days in Luxembourg prior to the relevant Valuation Day. Payment for Units redeemed will be made by the Custodian normally within seven (7) bank business days in Luxembourg after the relevant Valuation Day at the applicable Net Asset Value, less a redemption charge, if any, in favour of the Management Company, as further specified in the Specific Part and the Fund's prospectus.

The Management Company shall ensure that an appropriate level of liquidity is maintained in a Portfolio redeeming Units so that redemption of Units in such a Portfolio may, under normal circumstances, be made promptly upon request by Unitholders.

The redemption price may, depending on the Net Asset Value applicable on the date of redemption, be higher or lower than the price paid at the time of subscription.

The Custodian must make payment only if no statutory provisions, such as exchange control regulations or other circumstances outside the control of the Custodian, prohibit the transfer of the payment of the repurchase price to the country where reimbursement was applied for.

13. Charges of the Fund

The costs incurred in its operations by and charged to the Fund include:

- all taxes which may be due on the assets and income of the Fund;
- usual brokerage and banking fees due on transactions involving securities held in the portfolio of the Fund (such fees to be included in the acquisition price and to be deducted from the selling price);
- the remuneration expenses of the Management Company, the remuneration and out-of-pocket expenses of the Custodian and other banks and financial institutions entrusted by the Custodian with custody of assets of the Fund, of the Domiciliary, Administrative Agency and Paying Agent and of the Advisor;
- all expenses incurred by the Management Company or the Custodian while acting in the interests of the Unitholders;
- the cost of printing certificates, if any; the costs of preparing, translating and/or filing the Management Regulations and all other documents concerning the Fund, including registration statements and prospectuses and explanatory memoranda with all authorities (including local securities dealers' associations) having jurisdiction over the Fund or the offering of Units of the Fund or any Portfolio thereof, or their listing on any stock exchange or regulated market; the costs of preparing in such languages as are necessary for the benefit of the Unitholders, including the beneficial holders of the Units, and distributing annual and semi-annual reports and such other reports or documents as may be required under any applicable laws or regulations of the above-cited authorities; the cost of accounting, bookkeeping and calculating the Net Asset Value; the cost of preparing and distributing notices to the Unitholders; lawyers' and auditor's fees; and all similar operating and administrative charges.

All recurring charges will be charged first against income, then against capital gains and then against assets. Other charges may be amortised over a period not exceeding five years.

All costs (including brokerage fees) of purchasing or selling assets of the Fund and any Portfolio thereof and any losses incurred in connection therewith, are for the account of the Fund.

14. Accounting Year, Audit

The accounts of the Fund are closed each year on the last day of March and for the first time on the last day of March 1998. The Management Company will establish consolidated accounts with respect to all the Portfolios in USD.

The accounts of the Management Company will be audited by auditors who shall be independent public accountants («réviseurs d'entreprises agréés») appointed by the Management Company. FIDUCIAIRE GENERALE DE LUXEMBOURG of 21, rue Glesener, Luxembourg has been appointed as the Management Company's auditor.

The Management Company shall also appoint an auditor who shall, with respect to the assets of the Fund and of any Portfolio thereof carry out the duties prescribed by the Luxembourg laws.

15. Dividends

The Fund may, in respect of a Portfolio, either accumulate or distribute available income as specified in the Specific Part and in the applicable Fund and/or Portfolio prospectus.

No distribution in respect of any Portfolio may be made as a result of which the total net assets of the Fund would become less than 50 million Luxembourg francs, or the equivalent thereof in the relevant currency.

16. Amendment of the Management Regulations

The Management Company may, at any time, upon approval of the Custodian, amend these Management Regulations in whole or in part.

Amendments will become effective upon their execution by the Custodian and the Management Company and, towards a subscriber upon his acceptance thereof. They will be opposable as against third parties five (5) days after their publication in the Mémorial.

17. Information to Unitholders

Unitholders may receive information on the current Net Asset Value, issue price and redemption price per Unit of any Portfolio at the registered office of the Management Company.

The audited annual report and unaudited semi-annual report of the Fund will be sent to the Unitholder(s) at his/her address appearing in the register of Unitholders or, if applicable, to the address provided by him/her.

Notice of any amendments to these Management Regulations will be sent to Unitholders and any amendments will be published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations of Luxembourg.

18. Duration and Liquidation of the Fund

The Fund has been established for a period of ten years from the date of the signature of these Management Regulations. The Management Company may, by mutual agreement with the Custodian and without prejudice to the interests of the Unitholders decide notably in case where the net assets of the Fund at any time fall below USD 2,000,000.- respectively in case the net assets of any one Portfolio fall below USD 1,000,000.- or the equivalent thereof in the relevant currency of the Portfolio concerned, decide to dissolve the Fund, respectively the Portfolio concerned. The Fund may further be dissolved in all other cases provided for by Luxembourg law.

A notice of dissolution of the Fund will be published in the Mémorial and in at least three newspapers of appropriate distribution, of which at least one must be a Luxembourg newspaper. In the event of dissolution of one or more Portfolios, the Management Company will realise the assets of such Portfolio or Portfolios in the best interest of the Unitholders, and the Custodian, upon instructions from the Management Company, will distribute the net proceeds of liquidation (after deducting all liquidation expenses) among the Unitholders concerned, in proportion to the Units held. Proceeds of liquidation will be paid to the Unitholders by cash transfer in accordance with their respective payment instructions. As soon as any circumstance leading to a state of liquidation arises, the Unitholder(s) will be informed thereof by means of a notice sent to his/her address appearing in the register of Unitholders, and the issue, where applicable conversion, and repurchase of Units will be suspended by the Management Company.

The liquidation or the partition of the Fund may not be requested by a Unitholder, nor by his heirs or beneficiaries.

In case of a merger of Portfolios of the Fund decided by the Management Company, each Unitholder will be informed individually. Unitholders in disagreement with the proposed Portfolio merger shall have the faculty to apply for the redemption of their Units at the then applicable Net Asset Value, without charge.

19. Statute of Limitation

The claims of every Unitholder against the Management Company or the Custodian will lapse five years after the date of event which gave rise to such claims.

20. Applicable Law, Jurisdiction and Governing Language

The Management Regulations are governed by Luxembourg law and disputes arising between the Unitholder(s), the Management Company and the Custodian shall be settled, according to Luxembourg law and subject to the jurisdiction of the District Court of Luxembourg. Notwithstanding the foregoing the Management Company and the Custodian may subject themselves and the Fund to the jurisdiction of courts of the countries in which the Units of the Fund are offered and sold, with respect to claims by investors resident in such countries and, with respect to matters relating to subscriptions where applicable conversions, and repurchases by Unitholders resident in such countries, to the laws of such countries.

B. Specific Part

I. Specific Part of the Management Regulations relating to:

AUSTRALIA / NEW ZEALAND FUND - AUSTRALIA/NEW ZEALAND BOND PORTFOLIO.

1. The Portfolio

Units of AUSTRALIA / NEW ZEALAND FUND - AUSTRALIA / NEW ZEALAND BOND PORTFOLIO («AUSTRALIA / NEW ZEALAND BOND PORTFOLIO») will be offered at the conditions set out in the General Part above and further at the conditions set out in this Specific Part.

2. Investment Objectives and Policy

The AUSTRALIA / NEW ZEALAND BOND PORTFOLIO's primary investment objective is to achieve capital growth by investing in a diversified portfolio of Australian and New Zealand securities consisting principally of government and corporate debt securities, Floating Rate Notes and liquid and cash holdings. The AUSTRALIA / NEW ZEALAND BOND

PORTFOLIO will, under normal circumstances, be invested up to 80% in Australian and up to 20% in New Zealand debt securities. Liquid and cash holdings may be held for temporary and defensive purposes.

In order to limit risk profile the AUSTRALIA / NEW ZEALAND BOND PORTFOLIO's investments will generally be limited to those rated BBB or higher by one of the major rating agencies. However, where the Investment Manager deems that a security with a lower rating or an unrated security meets the investment criteria of the AUSTRALIA / NEW ZEALAND BOND PORTFOLIO, then such security may form part of the investment portfolio of the AUSTRALIA / NEW ZEALAND BOND PORTFOLIO.

The AUSTRALIA / NEW ZEALAND BOND PORTFOLIO may hold ancillary liquid assets.

3. Issue of Units

After an initial subscription period, the issue price per Unit of AUSTRALIA / NEW ZEALAND BOND PORTFOLIO shall be the Net Asset Value per Unit of AUSTRALIA / NEW ZEALAND BOND PORTFOLIO as determined in AUD on a Valuation Day (as hereinafter defined), provided an application is received prior to 2.00 p.m. Luxembourg time two (2) bank business days in Luxembourg prior to the relevant Valuation Day.

Applications received after 2.00 p.m. will be treated as having been received on the next following bank business day in Luxembourg.

Payment will, in respect of Units of AUSTRALIA / NEW ZEALAND BOND PORTFOLIO, be made in AUD in the form of a cash transfer to the order of the Custodian within seven (7) bank business days in Luxembourg after the day when an application is received. Payment may also be made by cheque or banker's draft which shall be delivered together with the application form.

4. Redemption of Units

Unitholders may, in respect of AUSTRALIA / NEW ZEALAND BOND PORTFOLIO, redeem their Units at a price representing their Net Asset Value calculated on the Valuation Day next following receipt and acceptance of a written request by the Company, provided that the relevant request is received (with all necessary supporting documentation) not later than 2.00 p.m. Luxembourg time, two (2) bank business days in Luxembourg prior to the relevant Valuation Day. Requests for redemption received after 2.00 p.m. will be treated as having been received on the next following bank business day in Luxembourg. Payment for Units redeemed will be made by the Custodian normally within seven (7) bank business days in Luxembourg after the relevant Valuation Day at the applicable Net Asset Value, less a redemption charge, if any, in favour of the Management Company, as further specified in the Specific Part and Fund prospectus.

5. Conversion of Units

Unitholders of AUSTRALIA / NEW ZEALAND BOND PORTFOLIO are entitled to request in writing to the Management Company the conversion of the whole or part of their holding of Units into Units of another Portfolio.

The basis of conversion will relate to the respective Net Asset Value per Unit of the Portfolios concerned calculated on the Valuation Day next following receipt and acceptance by the Management Company on behalf of the Fund of a conversion request, provided that the relevant request is received (with all necessary supporting documentation) not later than 2.00 p.m. Luxembourg time, two (2) bank business days in Luxembourg prior to the relevant Valuation Day. Requests for conversion received after 2.00 p.m. will be treated as having been received on the next following bank business day in Luxembourg.

Such requests must be accompanied with the relevant unit certificates of AUSTRALIA / NEW ZEALAND BOND PORTFOLIO, if issued.

Conversions may be made by Unitholders of AUSTRALIA / NEW ZEALAND BOND PORTFOLIO free of charge.

6. Net Asset Value Determination

The Net Asset Value, the issue price, the conversion price, and the redemption price of Units of AUSTRALIA / NEW ZEALAND BOND PORTFOLIO, expressed in AUD, will be determined by the Management Company on the last bank business day in Luxembourg of each month (a «Valuation Day»). A Unitholder may at any time in writing with a notice period of 2 bank business days in Luxembourg request additional determination of the current Net Asset Value at the costs of the Unitholder so requesting. The determination of the Net Asset Value, the issue price, the conversion price, and the redemption price of Units of AUSTRALIA / NEW ZEALAND BOND PORTFOLIO may be suspended as further described in the General Part hereof.

7. Management and Advice

For the management of the assets of AUSTRALIA / NEW ZEALAND BOND PORTFOLIO, the Management Company will receive investment management services from National Mutual Funds Management (Global) Limited.

The Investment Manager will be entitled to a fixed fee payable out of the Portfolio's assets expressed as a percentage of the average quarterly Net Asset Value of AUSTRALIA / NEW ZEALAND BOND PORTFOLIO as further described in the Fund's prospectus from time to time.

8. Dividends

The Management Company will, in respect of AUSTRALIA / NEW ZEALAND BOND PORTFOLIO at the Management Company's discretion, declare dividends out of net investment income, realised and unrealised profit and capital of AUSTRALIA / NEW ZEALAND BOND PORTFOLIO available for distribution, subject always to the Fund complying with the minimum total net assets of the Fund of 50 million Luxembourg francs, or the equivalent in the applicable currency. Dividends payable may at the request of a Unitholder be reinvested in additional Units of AUSTRALIA / NEW ZEALAND BOND PORTFOLIO.

9. Duration and Liquidation

AUSTRALIA / NEW ZEALAND BOND PORTFOLIO has been established for a period of ten years from the date of the signature of these Management Regulations. The Management Company may, by mutual agreement with the Custodian and without prejudice to the interests of the Unitholder(s) of AUSTRALIA / NEW ZEALAND BOND PORTFOLIO decide, notably in case the net assets of AUSTRALIA / NEW ZEALAND BOND PORTFOLIO at any time fall below the amount laid down in the General Part to dissolve this Portfolio.

This Specific Part forms an integral part of these Management Regulations and shall, together with the General Part, apply to all those investors subscribing Units of the respective Portfolios.

English shall be the governing language for these Management Regulations.

These Management Regulations were signed in Luxembourg and have become effective on 5th September, 1997.

BTM LUX MANAGEMENT S.A.

BANK OF TOKYO - MITSUBISHI (LUXEMBOURG) S.A.

Signature

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 5 septembre 1997, vol. 497, fol. 33, case 10. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(33011/267/578) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 1997.

KADLUX S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3, boulevard du Prince Henri.

R. C. Luxembourg B 59.162.

Le siège social de la société KADLUX S.A. est transféré au 3, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

Pour publication

Pour la société

Signature

Un administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 4 juillet 1997, vol. 495, fol. 24, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(24822/729/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 1997.

KO-KEN EUROPE S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 7, rue de Bitburg.

R. C. Luxembourg B 12.523.

Le bilan au 31 décembre 1996, enregistré à Luxembourg, le 8 juillet 1997, vol. 495, fol. 36, case 12, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 juillet 1997.

(24825/740/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 1997.

LA BLITTE S.A., Société Anonyme

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3, boulevard du Prince Henri.

R. C. Luxembourg B 44.585.

Le siège social de la société LA BLITTE S.A. est transféré au 3, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

Pour publication

Pour la société

Signature

Un administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 4 juillet 1997, vol. 495, fol. 24, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(24826/729/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 1997.

LA TRATTORIA DEI QUATTRO.

Siège social: L-2230 Luxembourg, 64, rue du Fort Neipperg.

R. C. Luxembourg B 27.684.

Le bilan au 31 décembre 1994, enregistré à Luxembourg, le 8 juillet 1997, vol. 495, fol. 36, case 12, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 juillet 1997.

(24828/740/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 1997.

LA TRATTORIA DEI QUATTRO.

Siège social: L-2230 Luxembourg, 64, rue du Fort Neipperg.
R. C. Luxembourg B 27.684.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 8 juillet 1997, vol. 495, fol. 36, case 12, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 juillet 1997.

(24829/740/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 1997.

LA POYA S.A., Société Anonyme.

R. C. Luxembourg B 41.783.

Il résulte de l'assemblée générale des actionnaires tenue le 20 mai 1997 que les actionnaires ont accepté la démission d'un administrateur et du commissaire aux comptes et que pleine décharge est octroyée à:

- M. J. Has, résidant à Grevenmacher,
- FIDUCIAIRE VAN LOEY & PATTEET, avec siège social à Luxembourg.

L'assemblée a d'autre part élu comme nouveau administrateur:

- RABO MANAGEMENT SERVICES LIMITED, avec siège social à Guernesey,
- et comme commissaire aux comptes:

- M. Luc Van Loey, résidant à St. Niklaas-Waas, Belgique
- avec effet au 20 mai 1997.

Luxembourg, le 17 juin 1997.

RABOBANK TRUST COMPANY
LUXEMBURG S.A.
Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 7 juillet 1997, vol. 495, fol. 29, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(24827/699/20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 1997.

LAMPION, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 57.001.

Le siège social de la société LAMPION, S.à r.l., est transféré au 3, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

Pour publication
Pour la société
Signature
Le gérant

Enregistré à Luxembourg, le 4 juillet 1997, vol. 495, fol. 24, case 7. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(24830/729/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 1997.

LINTER S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.
R. C. Luxembourg B 40.685.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 2 juillet 1997, vol. 495, fol. 12, case 12, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 juillet 1997.

Pour la société LINTER S.A.
FIDUCIAIRE FERNAND FABER
Signature

(24833/622/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 1997.

LUX REAL ESTATE HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1750 Luxembourg, 82, avenue Victor Hugo.
R. C. Luxembourg B 28.648.

Le bilan au 31 décembre 1996, enregistré à Luxembourg, le 4 juillet 1997, vol. 495, fol. 26, case 1, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

(24838/553/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 1997.

LOPHIRA, Société Anonyme.

Siège social: L-2546 Luxembourg, 5, rue C.M. Spoo.
R. C. Luxembourg B 46.981.

Société Anonyme constituée suivant acte reçu par Maître Georges d'Huart, notaire de résidence à Pétange, en date du 23 décembre 1993, publié au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, n° 245 du 21 juin 1994.

Le bilan au 31 décembre 1996, enregistré à Luxembourg, le 8 juillet 1997, vol. 495, fol. 35, case 10, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 9 juillet 1997.

LOPHIRA
Société Anonyme
Signature

(24834/546/000) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 1997.

LOPHIRA, Société Anonyme.

Siège social: L-2546 Luxembourg, 5, rue C.M. Spoo.
R. C. Luxembourg B 46.981.

EXTRAIT

L'assemblée générale ordinaire du 25 juin 1997 a reconduit, pour un terme d'un an, le mandat d'administrateur de Messieurs Robert Roderich et Luciano Dal Zotto, leur mandat venant à échéance à l'issue de l'assemblée générale ordinaire annuelle de 1998.

L'assemblée a nommé en qualité d'administrateur, pour un terme d'une année, Monsieur Nico Becker, administrateur de sociétés, demeurant à L-4945 Bascharage, dont le mandat viendra à échéance à l'issue de l'assemblée générale ordinaire annuelle de 1998.

Enfin, l'assemblée a nommé, en qualité de commissaire aux comptes pour un terme d'une année, Monsieur Raymond Molling, administrateur de sociétés, demeurant à L-5772 Weiler-la-Tour, dont le mandat expirera à l'issue de l'assemblée générale ordinaire annuelle de 1998.

Pour extrait conforme
LOPHIRA
Société Anonyme
Signature

Enregistré à Luxembourg, le 8 juillet 1997, vol. 495, fol. 35, case 9. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(24835/546/22) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 1997.

LUSTAN S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 48.643.

Le siège social de la société LUSTAN S.A. est transféré au 3, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

Pour publication
Pour la société
Signature
Un administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 4 juillet 1997, vol. 495, fol. 25, case 3. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(24836/729/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 1997.

LUTCH HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 57.833.

Le siège social de la société LUTCH HOLDING S.A. est transféré au 3, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

Pour publication
Pour la société
Signature
Un administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 4 juillet 1997, vol. 495, fol. 25, case 4. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(24837/729/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 1997.

LUXIMPRESIT S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5885 Hesperange, 359, route de Thionville.
R. C. Luxembourg B 48.936.

Le bilan au 31 décembre 1996, enregistré à Esch-sur-Alzette, le 7 juillet 1997, vol. 306, fol. 89, case 7, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 9 juillet 1997.

LUXIMPRESIT S.A.

(24839/000/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 1997.

MAGDAFRAN S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 49.358.

Le siège social de la société MAGDAFRAN S.A. est transféré au 3, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

Pour publication
Pour la société
Signature

Enregistré à Luxembourg, le 4 juillet 1997, vol. 495, fol. 24, case 10. – Reçu 500 francs.

Le Releveur (signé): J. Muller.

(24841/729/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 1997.

MAMONDO S.A.H., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1750 Luxembourg, 82, avenue Victor Hugo.
R. C. Luxembourg B 28.930.

Le bilan au 31 décembre 1996, enregistré à Luxembourg, le 4 juillet 1997, vol. 495, fol. 26, case 2, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

(24842/553/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 1997.

MECCARILLOS SUISSE S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 35, rue Glesener.
R. C. Luxembourg B 38.999.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 27 mai 1997, vol. 492, fol. 77, case 10, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 juillet 1997.

Pour la société
Par mandat
Signature

(24843/321/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 1997.

PIEBON S.A., Société Anonyme.

R. C. Luxembourg B 45.319.

Il résulte de l'assemblée générale des actionnaires, tenue le 24 avril 1997, que les actionnaires ont accepté: la démission de deux administrateurs et du commissaire aux comptes et que pleine décharge est octroyée à:

- M. J.P. van Keymeulen, résidant à Eischen;
- M. J. Has, résidant à Grevenmacher;
- FIDUCIAIRE VAN LOEY & PATTEET, avec siège social à Luxembourg.

L'assemblée a, d'autre part, élu comme nouveaux administrateurs:

- RABO MANAGEMENT SERVICES LIMITED, avec siège social à Guernsey;
- RABO SECRETARIAL SERVICES LIMITED, avec siège social à Guernsey,

et comme commissaire aux comptes:

- M. Luc Van Loey, résidant à St. Niklaas-Waas, Belgique,
- avec effet au 24 avril 1997.

Luxembourg, le 17 juin 1997.

RABOBANK TRUST
COMPANY LUXEMBOURG S.A.
Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 7 juillet 1997, vol. 495, fol. 29, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Releveur (signé): J. Muller.

(24867/699/20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 1997.

M.R.S. INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 54.923.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire tenue le 16 juin 1997

Résolution

L'assemblée décide d'accepter la démission de Monsieur Paolo Riccardo Felicioli en tant qu'administrateur de la société.

L'assemblée décide de nommer quatre nouveaux administrateurs en remplacement des administrateurs démissionnaires:

Monsieur Dirk Raeymaekers, sous-directeur de banque, demeurant à Luxembourg, administrateur;
Monsieur Germain Birgen, fondé de pouvoir principal, demeurant à Luxembourg, administrateur;
Monsieur Federico Franzina, fondé de pouvoir principal, demeurant à Luxembourg, administrateur;
Monsieur Pierre Hayoz, demeurant en Suisse, administrateur.

Pour extrait conforme
Pour M.R.S. INTERNATIONAL S.A.
SOCIETE EUROPEENNE DE BANQUE
Société Anonyme
Banque domiciliataire
Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 3 juillet 1997, vol. 495, fol. 19, case 11. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(24847/024/24) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 1997.

M.R.S. INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 54.923.

—
Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue le 7 mai 1997

Résolution

Le conseil décide d'accepter la démission de MM. Bill Davies et Richard Booroojian de leur fonction d'administrateur de la société.

Pour extrait conforme
Pour M.R.S. INTERNATIONAL S.A.
SOCIETE EUROPEENNE DE BANQUE
Société Anonyme
Banque domiciliataire
Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 3 juillet 1997, vol. 495, fol. 19, case 10. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(24848/024/18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 1997.

MEERSEL HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 58.553.

—
Le siège social de la société MEERSEL HOLDING S.A. est transféré au 3, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

Pour publication
Pour la société
Signature
Un administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 4 juillet 1997, vol. 495, fol. 25, case 1. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(24844/729/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 1997.

G.E. CREDIT CORPORATION S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1750 Luxembourg, 82, avenue Victor Hugo.
R. C. Luxembourg B 23.225.

—
Le bilan au 31 décembre 1996, enregistré à Luxembourg, le 4 juillet 1997, vol. 495, fol. 26, case 1, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

(24788/553/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 1997.

MG 3.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 54.951.

Le siège social de la société MG 3 est transféré au 3, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

Pour publication
Pour la société
Signature
Un administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 4 juillet 1997, vol. 495, fol. 24, case 9. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(24845/729/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 1997.

MONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1631 Luxembourg, 35, rue Glesener.
R. C. Luxembourg B 44.958.

Le bilan au 31 décembre 1996, enregistré à Luxembourg, le 8 juillet 1997, vol. 495, fol. 32, case 4, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

AFFECTATION DU RESULTAT

– Bénéfice de l'exercice	FRF	822.391,84
– Résultats reportés	FRF	(742.127,19)
– Résultat disponible	FRF	80.264,65
– Affectation à la réserve légale	FRF	(4.013,23)
– Report à nouveau	FRF	76.251,42

Luxembourg, le 4 juillet 1997.

Signature.

(24846/507/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 1997.

NEWS HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 29.839.

Le siège social de la société NEWS HOLDING S.A. est transféré au 3, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

Pour publication
Pour la société
Signature
Un administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 4 juillet 1997, vol. 495, fol. 25, case 2. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(24849/729/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 1997.

PARC-IMMO GESTION, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4605 Differdange, 23, rue A.-Krieps.
R. C. Luxembourg B 54.341.

Le bilan au 31 décembre 1996, enregistré à Esch-sur-Alzette, le 7 juillet 1997, vol. 306, fol. 89, case 6, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Differdange, le 9 juillet 1997.

PARC-IMMO GESTION, S.à r.l.

(24866/000/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 1997.

AFL LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme, en liquidation.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R. C. Luxembourg B 53.782.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le lundi 13 octobre 1997 à 15.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

25724

Ordre du jour:

1. Présentation du rapport du liquidateur;
2. Nomination d'un commissaire à la liquidation;
3. Fixation de la date de la troisième assemblée générale des actionnaires devant décider de la clôture de la liquidation;
4. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
5. Divers.

I (03838/060/16)

Le Conseil d'Administration.

CAVECAN S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 50, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 44.211.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le jeudi 16 octobre 1997 à 15.30 heures au siège social.

Ordre du jour:

1. Rapports de gestion du Conseil d'Administration et du Commissaire aux comptes;
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 31 décembre 1996; affectation du résultat;
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes;
4. Nominations statutaires;
5. Divers.

I (03808/595/15)

Le Conseil d'Administration.

BESTHOLD S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R. C. Luxembourg B 26.509.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le mardi 21 octobre 1997 à 16.00 heures au siège social avec pour:

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration;
- Rapport du commissaire aux comptes;
- Approbation des comptes annuels au 30 septembre 1997 et affectation des résultats;
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

I (03832/009/17)

Le Conseil d'Administration.

GOLDEN WHEEL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R. C. Luxembourg B 44.233

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le lundi 13 octobre 1997 à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 1996;
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1996;
3. Affectation des résultats au 31 décembre 1996;
4. Vote spécial conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. Ratification de la cooptation d'un administrateur;
6. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
7. Divers.

I (03839/060/17)

Le Conseil d'Administration.

FARINA EUROPEAN INVEST S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R. C. Luxembourg B 31.647.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le mardi 21 octobre 1997 à 10.00 heures au siège social avec pour:

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration;
- Rapport du commissaire aux comptes;
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1996 et affectation des résultats;
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
- Décision à prendre quant à la poursuite de l'activité de la société malgré la perte reportée.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

I (03814/009/18)

Le Conseil d'Administration.

COLBERT DOLLAR BOND, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable

Siège social: L-1445 Luxembourg, 1A, rue Thomas Edison.
R. C. Luxembourg B 27.257.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 16 octobre 1997 à 11.00 heures au siège social.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises;
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits et affectation des résultats au 30 juin 1997;
3. Quitus aux Administrateurs et au Réviseur d'Entreprises;
4. Nomination du Réviseur d'Entreprises;
5. Divers.

Pour assister à cette Assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

I (03825/032/18)

Le Conseil d'Administration.

EASTWOOD S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R. C. Luxembourg B 26.517.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le mardi 21 octobre 1997 à 15.00 heures au siège social avec pour:

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration;
- Rapport du commissaire aux comptes;
- Approbation des comptes annuels au 30 septembre 1997 et affectation des résultats;
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

I (03831/009/17)

Le Conseil d'Administration.

FINANCIERE MONTBERY, Société Anonyme.

Siège social: L-2546 Luxembourg, 5, rue C.M. Spoo.
R. C. Luxembourg B 46.341.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE

qui se tiendra au siège social de la société à Luxembourg, 5, rue C.M. Spoo, le jeudi 16 octobre 1997 à 11.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- 1) Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux comptes sur l'exercice clôturé au 31 décembre 1996;
- 2) Examen et approbation des comptes annuels au 31 décembre 1996;
- 3) Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
- 4) Affectation des résultats;
- 5) Nominations statutaires;
- 6) Divers.

I (03720/546/18)

*Le Conseil d'Administration.***COLBERT EEC BOND, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable**

Siège social: L-1445 Luxembourg, 1A, rue Thomas Edison.
R. C. Luxembourg B 27.258.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 16 octobre 1997 à 9.00 heures au siège social.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises;
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits et affectation des résultats au 30 juin 1997;
3. Quitus aux Administrateurs et au Réviseur d'Entreprises;
4. Nomination du Réviseur d'Entreprises;
5. Divers.

Pour assister à cette Assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

I (03824/032/18)

*Le Conseil d'Administration.***PROJECT FUND, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 39, allée Scheffer.
R. C. Luxembourg B 51.448.

Le Conseil d'Administration de la Société sous rubrique, a l'honneur de convoquer Messieurs les Actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 7 octobre 1997 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises;
2. Approbation des bilan et compte de pertes et profits au 31 mai 1997 et affectation des résultats;
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Réviseur d'Entreprises pour l'exercice de leur mandat durant l'année financière se terminant au 31 mai 1997;
4. Nominations statutaires;
5. Divers.

II (03835/005/17)

*Le Conseil d'Administration.***WELSFORD INTERNATIONAL HOLDING S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1470 Luxembourg, 50, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 47.854.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi 8 octobre 1997 à 11.00 heures au siège social.

Ordre du jour:

1. Rapports de Gestion du Conseil d'Administration et du Commissaire aux comptes
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 31 décembre 1996. Affectation du résultat
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes
4. Question de la dissolution anticipée de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915
5. Nominations statutaires
6. Divers.

II (03772/595/16)

Le Conseil d'Administration.

25727

FUNDUS HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 29.602

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 9 octobre 1997 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 mars 1997
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers

II (03553/526/15)

Le Conseil d'Administration.

BRANDENBOURG FINANZ HOLDING AG, Société Anonyme.

Siège social: Bereldange, 13, rue des Roses.
R. C. Luxembourg B 13.495.

Mesdames et Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra au siège social le vendredi 10 octobre 1997 à 11.00 heures pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation et approbation du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux comptes;
2. Présentation et approbation des comptes annuels arrêtés au 30 juin 1997 et affectation des résultats;
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes;
4. Divers.

II (03594/555/17)

Le Conseil d'Administration.

EVERFIN HOLDING, Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 2, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 21.111.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 9 octobre 1997 à 12.00 heures à l'immeuble l'Indépendance de la BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A., au 69, route d'Esch, Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes;
2. Approbation des bilan et compte de profits et pertes au 30 juin 1997;
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes;
4. Divers.

II (03635/006/16)

Le Conseil d'Administration.

CHENONCEAU S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2240 Luxembourg, 35, rue Notre-Dame.
R. C. Luxembourg B 43.571.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 10 octobre 1997 à 10.00 heures, au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- 1) Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du commissaire.
- 2) Approbation des comptes annuels et affectation du résultat au 30 juin 1997.
- 3) Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
- 4) Divers.

II (03649/660/15)

Pour le conseil d'administration.

BELLEVUE PROMOTION S.A. HOLDING, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.
R. C. Luxembourg B 46.413.

Messieurs les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 9 octobre 1997 à 15.00 heures, au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- a) rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice clôturant le 30 juin 1997;
- b) rapport du commissaire de Surveillance;
- c) lecture et approbation du Bilan et du Compte de Profits et Pertes arrêtés au 30 juin 1997;
- d) affectation du résultat;
- e) décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire;
- f) divers.

II (03707/045/16)

Le Conseil d'Administration.

SEIMOURA FINANCE S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 30.136.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 8 octobre 1997 à 15.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 30 juin 1997, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 juin 1997.
4. Décision sur la continuation de l'activité de la société, conformément à l'article 100 de la loi sur les sociétés.
5. Divers.

II (03754/005/16)

Le Conseil d'Administration.

PRAROSE HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R. C. Luxembourg B 41.790.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le mardi 7 octobre 1997 à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 1996;
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1996;
3. Affectation des résultats au 31 décembre 1996;
4. Vote spécial conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. Ratification de la cooptation d'un Administrateur;
6. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
7. Divers.

II (03789/060/17)

Le Conseil d'Administration.
